

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTION POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**ANNEXE III**

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**1-AMELIORATION DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

<b>MESURES A PRENDRE</b>	<b>RESPONSA-BLES</b>	<b>INDICATEURS DE PERFORMANCE</b>	<b>DATE DEBUT</b>	<b>BESOIN EN ASSISTANCE</b>	<b>BAILLEURS INTERESSES</b>
<b>A. PREPARATION BUDGETAIRE</b>					
A.1. Intégrer les budgets de fonctionnement et d'investissement et prendre en compte le caractère pluriannuel des dépenses dans la loi de finances annuelle.	DGB/MPCE/MEF INSTITUTIONS DEPENSIERES	Dans le cadre de la loi de finances 2009/2010, une expérience pilote répondant à ces critères est lancée	A partir de 2009/2010	Elevé	
A.2. Renforcer la capacité des Institutions dépensières pour (i) la préparation des budgets d'investissement et de fonctionnement et (ii) l'élaboration des stratégies budgétaires et leur budgétisation.	DGB/MPCE/MEF Institutions Dépensières	Projet pilote en cours pour la décentralisation et l'installation de la nouvelle version du système d'élaboration du Budget « ELABUD » dans 7 Ministères pour la préparation du prochain budget. La phase 1 du renforcement des structures de planification et de Budgétisation des Institutions Dépensières est effective. Dans le projet de loi de finances 2007-2008 est prévu dans le PIP un programme de renforcement des unités de programmation sectorielle des INSTITUTIONS DEPENSIERES	• 1 <sup>er</sup> semestre 2008	Elevé	

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

MESURES A PRENDRE	RESPONSABLES	INDICATEURS DE PERFORMANCE	DATE DEBUT	BESOIN EN ASSISTANCE	BAILLEURS INTERESSES
A.3. Elaborer les outils pour une meilleure harmonisation des liens entre le cadre macro économique, les politiques et stratégies de croissance et de lutte contre la pauvreté et le programme d'investissement public (PIP)	MPCE / DGB / DEE	Ces outils seront utilisés dans l'élaboration du budget à partir de 2009 / 2010	1 <sup>er</sup> trimestre 2008	Elevé, en particulier pour la modélisation macro économique. CDMT, Approche-Programme,	
A.4. Respecter le calendrier budgétaire, afin d'impliquer davantage l'ensemble des acteurs et d'aboutir au vote de la loi de finances avant le début de l'exercice concerné.	DGB/MPCE/MEF INSTITUTIONS DEPENSIERES/ Bureau du Premier Ministre / Parlement / Conseil des Ministres	Processus budgétaires respecté.	A partir de 2009/2010	Faible	
A.4. Ajouter, comme annexe de la loi de finances, l'état des prévisions de recettes et de dépenses de tous les fonds gérés sur les comptes spéciaux CAS, FDU, PENSION CIVILE, FER, CFGDT.	DGB/DT/MEF	La loi de finances rectificative 2008/2009 contient cette annexe.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mars 2008</li> </ul>	Faible	
A.5. Annexer systématiquement à la loi de finances du prochain exercice le résultat cumulé de l'exercice budgétaire (N-2).	DGB/DT/MEF/M PCE	A la loi de finances de l'exercice 2008/2009 est annexé le résultat de l'exercice 2006/2007.	<ul style="list-style-type: none"> <li>juin 2008</li> </ul>	Faible	
A.6. Formaliser dans un texte administratif le processus d'évaluation des recettes d'impôts.	DGI/AGD/DGB/MEF/ DIF	Un texte administratif est rédigé et diffusé.	<ul style="list-style-type: none"> <li>1<sup>er</sup> semestre 2008</li> </ul>	Moyen	
A.7. Effectuer l'analyse économique de l'endettement interne et externe et définir un niveau soutenable de la dette compatible au cadre macroéconomique établi.	DD/DT/MEF/DE E/MPCE/BRH	Une analyse est effectuée et formalisée dans un rapport.	A partir de 2008/2009	Elevé	
A.8. Définir les plafonds de dépenses des Institutions Dépendantes au début du processus de préparation budgétaire, afin d'améliorer la qualité de leurs propositions.	DGB/MEF/MPCE	Les plafonds sont fixés et communiqués par écrit à chaque Institutions dépendantes.	A partir de 2008/2009	Faible	

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTIIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

MESURES A PRENDRE	RESPONSABLES	INDICATEURS DE PERFORMANCE	DATE DEBUT	BESOIN EN ASSISTANCE	BAILLEURS INTERESSES
A.9. élargir le cadre des transactions enregistrées dans le budget.	DGB / DT / MEF + INSTITUTIONS DÉPENSIERES		septembre 2009		
A.10. Concevoir et mettre en place un système d'information sur les programmes et les projets	MPCE/ DGB	Une base de données exhaustive des projets est mise en place au MPCE	• 2 <sup>ème</sup> semestre 2008	Moyen	
A.11. Améliorer la nomenclature budgétaire des dépenses: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer la classification budgétaire en mettant en place 3 principaux segments : <ul style="list-style-type: none"> <li>- classification fonctionnelle détaillée en sous-fonctions, correspondant aux grands axes stratégiques d'intervention définis par les ministères sectoriels, dans les différents domaines techniques ;</li> <li>- classification administrative et territoriale ;</li> <li>- classification économique ou par nature.</li> </ul> </li> <li>• Finaliser la nomenclature budgétaire en la rendant compatible avec le plan comptable</li> <li>• Améliorer en précision la définition des lignes budgétaires contenant des dépenses pour la lutte contre la pauvreté, en définissant des sous-fonctions de la nomenclature fonctionnelle correspondant aux principaux objectifs définis par les ministères.</li> <li>• Identifier et classer les sources de financement</li> </ul>	DGB/DT/MEF	La nomenclature budgétaire des dépenses est complétée des segments concernés et des séances de formation sont organisées pour l'ensemble des utilisateurs.	• 4 <sup>ème</sup> trimestre 2007	Moyen	
A.12. Améliorer la nomenclature budgétaire des dépenses: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ajouter une nomenclature des programmes à la nomenclature budgétaire.</li> </ul>	DGB/DT/MEF /MPCE	Un texte est signé et diffusé pour la mise en place de la nouvelle nomenclature budgétaire des dépenses.	• 2 <sup>ème</sup> semestre 2008	Moyen	
A.13. Améliorer la nomenclature budgétaire des recettes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Envisager la mise en place d'une classification budgétaire, avec 2 segments principaux : <ul style="list-style-type: none"> <li>- classification administrative et territoriale ;</li> <li>- classification économique. <b>En discussion avec les entités concernés</b></li> </ul> </li> </ul>	DGB/DT/DGI AGD/MEF	Un texte est signé et diffusé pour la mise en place de la nouvelle nomenclature budgétaire des recettes.	• 1 <sup>er</sup> trimestre 2008	Moyen	

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

MESURES A PRENDRE	RESPONSA-BLES	INDICATEURS DE PERFORMANCE	DATE DEBUT	BESOIN EN ASSISTANCE	BAILLEURS INTERESSES
A.14. Programmer la mise en place d'un cadre de dépenses à moyen terme (CDMT).	MPCE/DGB/ MEF INSTITUTIONS DEPENSIERES	Un plan de mise en place graduelle dans les secteurs prioritaires est défini.	A partir de 2008/2009	Elevé	
<b>B. EXECUTION BUDGETAIRE</b>					
B.1. Poursuite des réformes de l'AGD en (i) définissant un statut pour les fonctionnaires des douanes, (ii) révisant le Code des Douanes qui date de 1987, (iii) intégrant l'OMC, (iv) établissant les qualifications des fonctionnaires des douanes, (v) mettant en place une nouvelle procédure de dédouanement qui devrait permettre de traiter les dossiers par l'AGD en 48 heures maximum et (vi) définissant un mécanisme de renseignements et un service contentieux. <b>Attente de réactions de la part de l'AGD</b>	AGD	La nouvelle réforme de l'AGD est finalisée et mise en place. Elle répond à l'ensemble des critères définis dans la colonne « Mesures à prendre » correspondante.	• 4 <sup>ème</sup> trimestre 2007	Elevé	
B.2. Se procurer et mettre en place la nouvelle version du logiciel SYDONIA.	AGD	La nouvelle version du logiciel SYDONIA est mise en place. L'Unité informatique a déjà relié les 3 bureaux de l'AGD sur le réseau métropolitain et procède actuellement à l'installation de certains bureaux départementaux pour l'installation Sydonia.	• 2 <sup>ème</sup> semestre 2008	Elevé	

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

MESURES A PRENDRE	RESPONSABLES	INDICATEURS DE PERFORMANCE	DATE DEBUT	BESOIN EN ASSISTANCE	BAILLEURS INTERESSES
B.3. Renforcer les capacités de contrôle de l'AGD (Installation du SYDONIA, mise en place des brigades de contrôle et des postes de contrôle fixe) afin notamment d'améliorer le niveau des recettes dans les bureaux de douanes locaux et régionaux. Ces bureaux devraient être informatisés. <b>Attente de réactions de la part de l'AGD</b>	AGD ; DIF ; DGI /Direction de Vérification fiscale.	Le niveau des recettes douanières des bureaux de l'intérieur du pays passent de 10% des recettes douanières totales à : - 25% au 30 septembre 2008 - 40% au 30 septembre 2009 - 60% au 30 septembre 2010 <b>Chiffres à revoir...</b>	• 4 <sup>ème</sup> trimestre 2007	Elevé	
B.4. Détailler dans les comptes de l'Etat les versements au titre des interventions publiques.	Ministre des Finances, Premier Ministre, Président.	Les interventions publiques sont détaillées dans les comptes de l'Etat	Décembre 2007	Faible	
B.5. Actualiser et diffuser le cadre légal et normatif de l'Investissement Public.	MPCE/MEF	Le cadre légal est actualisé et connu des Institutions dépensières.	2 <sup>ème</sup> semestre de l'exercice 2007-2008.	faible	
B.6. Elaborer un manuel de procédures de la dépense publique.	DGB/DT/MEF / MPCE	Un manuel de procédures de la dépense publique est conçu et mis à disposition de l'ensemble des acteurs de la chaîne de la dépense.	Septembre 2008	Elevé	
B.7. Produire la loi de règlement du dernier exercice budgétaire (2005/2006) et établir régulièrement le projet de Loi de Règlement selon les prescrits du décret du 16 février 2005 sur l'élaboration et l'exécution des lois de finances.	DGB/DT/ CSC/CA/ MPCE	La loi de règlement est déposée au Parlement.	Chaque mois de juin et à partir de juin 2008	Elevé	

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

MESURES A PRENDRE	RESPONSA-BLES	INDICATEURS DE PERFORMANCE	DATE DEBUT	BESOIN EN ASSISTANCE	BAILLEURS INTERESSES
B.8. Mettre en place graduellement le principe de gestion décentralisée, tel qu'il est prévu par la Constitution, en nommant les ministres ordonnateurs principaux des dépenses.	DGB/MEF/UI	Actuellement tous les Ministères et Organismes dépensiers sont connectés sur le système SYSDEP pour l'exécution et le suivi de leur budget respectif via le réseau métropolitain. Un projet de déconcentration de l'impression sécuritaire des chèques du Trésor dans les Directions Départementales sera mise en place au cours du 2 <sup>ème</sup> trimestre 2008. Les décrets de nomination des ministres sont complétés par la mention de leur qualité d'ordonnateurs principaux du budget de leur ministère.	<ul style="list-style-type: none"> <li>1<sup>er</sup> semestre 2008</li> </ul>	Faible	
B.9. Mettre à disposition à temps les crédits budgétaires trimestriels ou les plafonds d'engagements, sur la base du budget, des engagements émis et des plans de trésorerie.	DGB/MEF/DT	Les états de mise à disposition trimestrielle des crédits sont portés à la connaissance du public.	A partir de 2007/2008	Faible	
B.10. Améliorer la fiabilité de la base de données des fonctionnaires	DGB et l'Office de Management des Ressources Humaines (OMRH)/ DT/ UI	La base de données des fonctionnaires est à jour.	<ul style="list-style-type: none"> <li>1<sup>er</sup> semestre 2008</li> </ul>	Faible	

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

MESURES A PRENDRE	RESPONSABLES	INDICATEURS DE PERFORMANCE	DATE DEBUT	BESOIN EN ASSISTANCE	BAILLEURS INTERESSES
B.11. Finaliser le recensement des arriérés de salaires et prendre les sanctions pour les recrutements non-autorisés.	DGB/DT/	Les résultats du recensement et les sanctions prises sont publiées.	• 1 <sup>er</sup> semestre 2008	Faible	
B.12. Renforcer la capacité de l'administration chargée de la Fonction Publique afin de lui permettre de remplir ses tâches.	DGB/DT et Direction en charge de la Fonction Publique (à créer)	Un plan de formation est disponible	• 2 <sup>ème</sup> trimestre 2008	Moyen	
B.13. Utiliser le virement bancaire comme procédé de mécanisme de paiement par défaut, afin de renforcer la sécurité des paiements.	DT/MEF/OMRH	Un texte est pris dans ce sens et diffusé.	• 2 <sup>ème</sup> semestre 2008	Faible	
B.14. Gérer les "ressources propres" des INSTITUTIONS DEPENSIERES tout comme les autres recettes de l'Etat, c'est-à-dire, les enregistrer, les inclure dans le budget, et les utiliser selon les procédures de comptabilité publique.	DT/INSTITUTIONS DEPENSIERES/ DGB	La loi de finances 2007/2008 contient le montant de toutes les « recettes propres ». Un texte obligeant la gestion de ces sommes selon les règles de la comptabilité publique est pris et publié.	• 2 <sup>ème</sup> semestre 2008	Faible	
B.15. Etablir et mettre en place un nouveau cadre de gestion des ressources humaines incluant les qualifications, l'évaluation des compétences et un programme d'amélioration des capacités. Développer une procédure de recrutement et de promotion transparente et basée sur le mérite.	DGB / OMRH	Un texte définissant le nouveau mode de gestion des ressources humaines est pris et publié.	• 2 <sup>ème</sup> semestre 2008	Elevé	
B.16. Renforcer la capacité de la DGB et du MPCE afin de mieux remplir leur rôle de contrôleur, notamment pour la préparation des FIOP ainsi que pour les supervisions physiques, techniques et financières.	DGB/MPCE/DT	Les dépenses d'investissement sont effectuées selon la même procédure que les dépenses de fonctionnement. Un plan de formation des personnels de la DGB et du MPCE est arrêté.	• 1 <sup>er</sup> semestre 2008	Elevé	

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTIIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

MESURES A PRENDRE	RESPONSABLES	INDICATEURS DE PERFORMANCE	DATE DEBUT	BESOIN EN ASSISTANCE	BAILLEURS INTERESSES
B.17. Concevoir et mettre en place un cadre comptable et financier des projets d'investissements financés sur ressources externes. Ce cadre couvrirait notamment : (i) une classification budgétaire détaillée, (ii) une connexion au SYSDEP, (iii) un statut spécifique des comptables des projets qui devraient rendre compte au MEF, (iv) l'obligation d'ouvrir tous les comptes des projets à la BRH et (v) la mise en place de la collecte d'informations pour les réalisations physiques.	MPCE, DGB, DT	Un cadre comptable et financier des projets financés sur l'extérieur est conçu et mis en place, en respect des éléments listés dans la colonne « Mesures à prendre » correspondante.	• 1 <sup>er</sup> semestre 2008	Elevé	
<b>C. COMPTABILITE DE L'ETAT ET REPORTING FINANCIER</b>					
C.1. Produire le Compte Général de l'Etat et la balance générale des comptes comme il est prévu dans le PCGE et joindre toutes les informations pertinentes requises par la loi avant d'adresser le compte de gestion à la CSCCA. Produire les rapports trimestriels dans les quatre semaines qui suivent la période concernée.	DGB/DT/MEF	Le compte général de l'Etat et la balance générale des comptes ainsi que leurs annexes sont produits. Les rapports trimestriels sont produits dans les quatre semaines.	A partir de 2006/2007	Elevé	
C.2. Améliorer la présentation de la dette publique dans les états financiers annuels en fournissant la charge du service de la dette ainsi que le solde de la dette en instance.	DD, DT/MEF	La charge du service de la dette et le solde de la dette apparaissent dans les états financiers annuels	Mars 2008	Elevé	
C.3. Intégrer les comptes courants dans le système de comptabilité à partie double et produire sur une base mensuelle les états de rapprochement bancaire.	DT/MEF	Les comptes courants sont intégrés dans le système de comptabilité et les rapprochements bancaires sont effectués sur une base mensuelle.	1 <sup>er</sup> semestre 2008	Elevé	
C.4. Compléter le déploiement des comptables publics dans les INSTITUTIONS DEPENDANTES.	DT/MEF	L'ensemble des INSTITUTIONS DEPENDANTES dispose d'un comptable public	• 2 <sup>ème</sup> semestre 2008	Moyen	

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTION POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

MESURES A PRENDRE	RESPONSABLES	INDICATEURS DE PERFORMANCE	DATE DEBUT	BESOIN EN ASSISTANCE	BAILLEURS INTERESSES
C.5. Réorganiser la DT en Direction Générale du Trésor, pour la mise en œuvre effective de ses attributions.	DT/MEF	La Direction Générale du trésor est créée.	• 2 <sup>ème</sup> semestre 2008	Faible	
C.6. Entreprendre une revue de l'IPSAS afin de déterminer les domaines appropriés à l'adoption des standards internationaux et de proposer la révision des règles existantes. <b>Réactions attendues</b>	DT/MEF	Une revue de l'IPSAS est réalisée.	2009-2010	Elevé	
C.7. Annexer, en coordination avec les comptables publics déjà déployés dans les INSTITUTIONS DEPENDANTES, les détails des dépenses faites sur les comptes courants aux états financiers annuels.	DGB/DT/MEF + INSTITUTIONS DÉPENDANTES / UI	Les détails des dépenses hors réquisitions et des dépenses faites sur les comptes courants de 7 ministères, du BPM et de la Présidence sont joints aux états financiers annuels. L'Unité Informatique a développé un module de gestion des dépenses sur Comptes courants qui est actuellement utilisé par les comptables publics.	Mars 2008	Faible	
C.8. Adopter un système comptable-matière ainsi que du personnel qualifié, un manuel de procédures et un logiciel de gestion fiables. A cette fin, identifier et former des comptables matières. Centraliser à la DT les informations relatives aux biens meubles et immeubles de l'Etat. Conduire les inventaires annuels et envoyer le rapport au MEF ainsi qu'à la CSCCA. <b>Réactions attendues</b>	DT/INSTITUTIONS DEPENDANTES	Un système comptable-matière est mis en place et est opérationnel. Les informations sont centralisées à la DT et un rapport d'inventaire annuel est adressé au MEF et à la CSCCA.	• 2 <sup>ème</sup> semestre 2008	Elevé	

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTION POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

<b>D. ADMINISTRATION DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE</b>					
D.1. Préparer un inventaire de tous les comptes bancaires de l'Etat, incluant les projets financés par les bailleurs, qui sont ouverts dans les banques commerciales privées système bancaire et en assurer le suivi.  Il faudrait de préférence Nommer à la DT un comptable public chargé d'enregistrer les opérations d'endettement et d'assurer que la gestion de la trésorerie se fasse dans les limites fixées par la Loi de Finance.	MPCE/MEF/+ INSTITUTIONS DEPENSIERES	Un inventaire de tous les comptes bancaires de l'Etat est établi. La section de trésorerie, Service comptabilité Centrale, est élevée au rang d'un service de la Trésorerie et de la Dette.	1 <sup>er</sup> trimestre 2008	Faible	
D.2. Mettre en place un comité de planification et de contrôle de la trésorerie, composé de représentants de la DGI, de l'AGD (prévision des recettes), DEE, DGB et DT (prévision des dépenses) ainsi que de la BRH (situation des liquidités des comptes de la DT). Ce comité élaborera les plans de trésorerie en coordination avec les INSTITUTIONS DEPENSIERES et contrôlera leur mise en place sur une base mensuelle ou trimestrielle.	DT/DGB/DGI+ AGD/DEE/BRH+ INSTITUTIONS DEPENSIERES	Un comité de planification et de contrôle de la trésorerie est mis en place.	• 4 <sup>ème</sup> trimestre 2007	Moyen	
D.3. Nommer à la DT un comptable public chargé de gérer la dette et d'établir un circuit de partage d'information entre lui et le directeur de la dette. Surveiller tous les flux de dette enregistrés dans les livres comptables de l'Etat.	DT/DE/MEF	Un comptable public de la dette est nommé et mis en place	• 2 <sup>ème</sup> semestre 2008	Faible	
<b>E. SYSTEMES D'INFORMATION</b>			•		
E1. Concevoir et mettre en place un schéma directeur de gestion financière qui organisera dans le but de coordonner avec une vision à moyen terme les améliorations souhaitables des systèmes de gestion financière. Ce schéma préparera les institutions aux changements nécessaires et établira la séquence de ces améliorations techniques et la révision des procédures administratives et de contrôle. Il coordonnera également les besoins d'assistance technique et financière.	DGB/DE/MPCE+ DGI/AGD/DD+ INSTITUTIONS DEPENSIERES	Un schéma directeur informatique de gestion financière est conçu et mis en place.	• 2 <sup>ème</sup> trimestre 2008	Elevé	
E.2. Réduire les exceptions qui permettent d'échapper à l'enregistrement des dépenses dans SYSDEP, comme les comptes courants des INSTITUTIONS DEPENSIERES. Autoriser l'exécution des dépenses sur comptes courants dans SYSDEP.	DGB/INSTITUTI ONS DEPENSIERES/ DT	L'ensemble des dépenses sur comptes courants sont enregistrées dans SYSDEP	• 1 <sup>er</sup> trimestre 2008	Faible	

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTION POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

<p>E.3. Développer et mettre en place les autres modules de SYSDEP, particulièrement les applications comptables.</p> <p>L'achèvement de l'informatisation du système comptable de l'état (3e objectif de la DT pour 2007-2008) dans le cadre du PCGE –en cours devrait renforcer le SYSDEP</p>	DT/MEF	<p>SYSDEP est complété par des applications comptables</p> <p>Sysdep est complété par les applications suivantes :</p> <p>Comptabilité, Immobilisation et Gestion des Fonds d'Investissement</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2<sup>ème</sup> semestre 2008</li> </ul>	Elevé	
<p>E.4. Finaliser l'installation de SYSDEP dans les autres INSTITUTIONS DEPENSIERES.</p>	DGB/DT/INSTITUTIONS DEPENSIERES	<p>L'ensemble des INSTITUTIONS DEPENSIERES est équipé de SYSDEP.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1<sup>ème</sup> semestre 2008</li> </ul>	Elevé	
<p>E.5. Etendre le SYSDEP au niveau départemental, avec la possibilité d'émission de chèques au niveau des directions départementales du MEF.</p>	DGB.DT/UI-MEF/ UCDD / INSTITUTIONS DEPENSIERES	<p>L'ensemble des Directions Départementales des INSTITUTIONS DEPENSIERES ont accès au SYSDEP et peuvent émettre des chèques</p>			

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTIIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

E.6. S'orienter vers la mise en place d'un système de gestion financière intégré.	DGB/DT/INSTITUTIONS DEPENSIERES	Le processus d'intégration du système de gestion financière est en cours avec notamment la mise en place des réseaux métropolitain et interdépartemental pour l'interconnexion des Systèmes de gestion des dépenses publiques et les systèmes de collecte et de gestion des Recettes sur tout le territoire national. Les différentes applications de gestion des dépenses publiques tournent autour de Sysdep qui représente le noyau de cette infrastructure. Un système d'information intégré pour la gestion financière est conçu et mis en place	• 2 <sup>ème</sup> semestre 2008	Elevé	
E.7. Mettre en place un systeme harmonise de suivi des contrats.					
<b>F. CONTROLES INTERNES</b>					
F.1. Recruter, former et déployer les contrôleurs financiers dans les INSTITUTIONS DEPENSIERES.	DGB/MEF	L'ensemble des INSTITUTIONS DEPENSIERES dispose d'un contrôleur financier	Septembre 2008	Moyen	
F.2. Développer et rendre disponibles pour les entités de contrôle (DCB, IGF, etc.) les outils et les manuels méthodologiques les rendant capables d'exercer leurs fonctions ;	DCB/IGF	Les entités de contrôle disposent d'outils et de manuels méthodologiques	Septembre 2008	Elevé	

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

F.3. Recruter et former les Inspecteurs Généraux des Finances et intégrer dans un texte réglementaire les modalités d'exploitation des résultats des missions d'inspection ainsi que de leur publication, si nécessaire. Revoir les textes légaux afin d'éliminer l'option de contrôle a priori exercée par l'IGF, et contenir le personnel de l'IGF dans des activités opérationnelles.	IGF/MEF	Les IGF sont recrutés et formés. Un texte fixant leurs attributions de contrôle exclusivement a posteriori est conçu et publié.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 4<sup>ème</sup> trimestre 2007</li> </ul>	Elevé	
F.4. Mettre en place des structures de contrôle interne dans les administrations financières (DT, DGI, et AGD).	DT/DGI/AGD	Des structures de contrôle interne sont mises en place dans les administrations financières	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2<sup>ème</sup> semestre 2008</li> </ul>	Elevé	
F.5. Mettre en place un cadre harmonisé pour les échanges entre les personnels des structures d'e contrôle (IGF, audit interne des ministères, ULCC, CSCCA).	IGF, DCB, DT+ DGI/AGD+ ULCC/CSCCA	Un cadre harmonisé pour les échanges entre les structures de contrôle est mis en place	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2<sup>ème</sup> semestre 2008</li> </ul>	Faible	

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D’ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

<b>G. CONTROLES EXTERNES (CONTROLE JURIDICTIONNEL)</b>					
<p>G.1. Prendre une loi sur les attributions de la CSCCA</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Utiliser le projet de loi soumis par la CSCCA au sénat afin d’introduire des changements. Les principales mesures requises sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conserver aux conseillers de la CSCCA le même rang que les magistrats de la cour de cassation, afin d’harmoniser leur statut avec celui de la plus haute juridiction administrative et financière de la République, selon les règles fixées par la Constitution;</li> <li>• Insister sur la nécessité pour tout Etat démocratique soucieux d’instaurer la bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques, d’avoir une juridiction administrative et financière opérationnelle et efficace ; notamment par la création du Conseil d’Etat qui sera la plus haute instance de cette dite juridiction.</li> <li>• Limiter le contrôle du sénat à un contrôle des comptes de la CSCCA. Le Sénat peut toujours bénéficier de l’Assistance technique de la CSC/CA comme le prévoit la Constitution de 1987. cette collaboration entre la CSC/CA, le Parlement et le Gouvernement s’exerce de plusieurs façons. La plus connue consiste en l’établissement de rapports suite à des contrôles effectués. Ces rapports seront destinés au Parlement au MEF, au Président de la République et au bureau du Premier Ministre.</li> <li>• La CSC/CA est consultée sur tout projet de contrat, de travaux, fournitures de biens, accords, subventions, dons...à l’exception des contrats administratifs où la Cour est compétente pour donner son approbation.</li> </ul> </li> <li>- Les textes réglementaires concernant le fonctionnement des Chambres, les règles de procédures, le statut des magistrats et autres officiers, et la réglementation interne de la CSCCA, incluant son organigramme organisationnel, devrait être préparés et approuvés aussitôt que possible.</li> <li>- Analyser les textes régissant la CSC/CA, l’organisation et le fonctionnement des structures de la Cour, leur pertinence, leur efficacité et leurs aspects pratiques ainsi que les compétences existant.</li> </ul>	CSCCA	La nouvelle loi sur le fonctionnement de la CSCCA est votée. Elle prend en compte les éléments listés dans la colonne « Mesures à prendre » correspondante	2008/2009	Elevé	

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

<p>G.2. La CSCCA devrait préparer un manuel de procédures et un code d'éthique basés sur les standards internationaux. Un inventaire et une évaluation des ressources humaines devrait également être réalisés afin de rationaliser le personnel de la CSCCA et d'orienter les officiers qualifiés vers des activités opérationnelles.</p> <p>Relever les difficultés d'ordre institutionnel et technique qui entravent l'exécution des missions de la CSC/CA et en déterminer les causes.</p> <p>Analyser les montants alloués à la CSC/CA dans la loi des finances 2007/2008 surtout en ce qui concerne le fonctionnement et l'investissement.</p>	CSCCA	<p>Un manuel de procédures et un code d'éthique sont rédigés.</p> <p>Un inventaire et une évaluation des ressources humaines sont réalisés.</p> <p>Réaffectation du personnel qualifié.</p>	2008/2009	Elevé	
<p>G.3. Les efforts produits pour finaliser les audits des comptes généraux de l'Etat doivent continuer. L'accent devrait être mis sur la qualité des audits des diverses exercices budgétaires. Un calendrier d'exécution de ces audits (2003/2004, 2004/2005 et 2005/2006) devrait également être défini en coopération avec la DT. La CSCCA devrait examiner la possibilité d'obtenir de l'aide, notamment de la part de la profession privée d'audit, afin de lever les retards de ces audits.</p> <p>réaliser une analyse de risques sous formes d'évaluation globale des institutions à auditer et du type d'audit à réaliser, en tenant compte de l'existence et de l'efficacité de système d'audit interne et de la nature des entités à auditer. Cela est essentiel pour déterminer les activités prioritaires que la CSC/CA doit mener pour respecter son mandat.</p> <p>Faire le point des activités menées à la CSC/CA depuis l'élection et l'installation du conseil et apprécier leur niveau d'exécution en rapport avec les moyens humains, techniques et matériels dont dispose la cour.</p>	CSCCA/DT	<p>Un calendrier de réalisation des audits des comptes généraux de l'Etat est arrêté. Les comptes des exercices 2003/2004, 2004/2005 et 2005/2006 sont audités.</p> <p>Engagement des firmes privées sous contrat.</p> <p>Recrutement sur concours pour avoir un effectif de 50 vérificateurs, 25 pour les comptes généraux, 25 pour apurement des comptes.</p>	2008-2011	Elevé	

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

<p>G.4. La CSCCA devrait préparer et publier un rapport annuel présentant les principales observations consignées dans ses audits ainsi que les mesures recommandées afin d'améliorer le fonctionnement de l'administration et la gestion des fonds publics.</p>	<p>CSCCA</p>	<p>Un rapport annuel contenant les principales observations et les mesures recommandées dans les audits est publié. Publication du dernier rapport sur l'exécution de la loi de finance 2006/2007 ainsi que l'avis de conformité sur le projet de loi de règlement 2005/2006 soumis par le MEF., Publication d'un rapport sur la vérification sur les comptes de gestion des entreprises publiques et organismes autonomes.</p>	<p>2008</p>	<p>Moyen</p>	
<p>G.5. La CSCCA devrait développer et mettre en place un mécanisme de revue conjointe avec une autre Institution Supérieure de Contrôle réputée.</p>	<p>CSCCA</p>	<p>Un mécanisme de revue conjointe avec une autre Institution Supérieure de Contrôle est mis en place. Instaurer une coordination des organes de contrôle, et œuvrer à l'harmonisation des méthodes de travail des dits organes évoluant dans le même secteur. Mise en place d'une chaîne de contrôle : IGF, ULCC, UCREF, CSC/CA, DGI, UGCF.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2<sup>ème</sup> semestre 2008</li> </ul>	<p>Faible</p>	

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

G.6. La CSC/CA envisage la création de trois tribunaux administratifs à travers les régions transversales (cf. loi sur la régionalisation, septembre 1982)	CSC/CA	Trois tribunaux administratifs régionaux sont créés sur les cinq prochains exercices. Recrutement des consultants juristes ayant des compétences en droit administratif et financier.	2008/2009		
G.7. La CSC/CA doit faire ressortir l'obligation pour les gouvernants de rendre compte de leur gestion, à travers une campagne de sensibilisation.	CSC/CA				
G.8. La CS/CA doit exercer un contrôle de la bonne gestion financière, au-delà du contrôle de la légalité et de la régularité des recettes et des dépenses.	CSC/CA	Personnel formé en technique de : l'Audit financier des organismes autonomes et entreprises publiques. Audit de conformité de l'Administration Centrale. Vérification ex-post des recettes publiques. Technologie de l'Information et de la Communication. Audit de la dette publique. Audit Bancaire.			
G.9. La CSC/CA doit se donner les moyens pour réaliser annuellement un inventaire des biens meubles et immeubles de l'état.	CSC/CA	Une ligne budgétaire est créée pour réaliser ces activités.	2008/2009		
<b>H. PASSATION DES MARCHES PUBLICS</b>					

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

<p>H.1. Rendre effectif le nouveau Cadre légal de passation des marchés publics:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Validation des documents préparés dans le cadre de la réforme du système de passation des marchés – i.e. : l'avant projet de loi sur la passation des marchés, du mois d'avril 2007, textes d'application de la loi et documents types d'appel d'offres</li> <li>• Mener campagne d'information auprès des Parlementaires sur le nouveau Cadre légal</li> <li>• Dépôt du Cadre légal au Parlement</li> <li>• Diffusion du Cadre légal et de la Réglementation</li> </ul>	<p>CNMP / Exécutif - Primature / MEF / Parlement</p>	<p>Loi voté au Parlement.  Publication du Cadre légal et sa mise en application.  Institutions dépenièrès disposent des nouveaux instruments légaux et les mettent en application.</p>	<p>2007 - 2008</p>	<p>Faible</p>	
<p>H.2. Renforcer les capacités des acteurs intervenant dans le domaine de la passation des marchés publics :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Intensifier la formation sur la passation des marchés pour inclure toutes les Commissions Ministérielles, Commissions Spécialisées et les Mairies et Directions Départementales engagés dans la passation des marchés.</li> <li>• Adapter la formation dans la passation des marchés pour inclure le secteur privé et la société civile</li> </ul>	<p>CNMP / CEFOPAFOP / ENAF</p>	<p>Meilleur montage des dossiers de marchés et augmentation du taux d'approbation des dossiers.  Réduction des plaintes des entrepreneurs</p>	<p>2007</p>	<p>Elevé</p>	<p>BID ?</p>
<p>H.3. Développer une structure de carrière du secteur public dans la passation des marchés, pour faciliter une augmentation de la proportion du personnel avec les qualifications de passation appropriées à leur niveau de responsabilité.</p>	<p>Bureau du Premier Ministre – Ressources Humaine / CNMP</p>	<p>Intégration au sein des Institutions Dépenièrès des compétences en Passation des marchés.</p>	<p>2008 - 2009</p>	<p>Elevé</p>	
<p>H.4. Intégration de la passation des marchés publics dans le processus de gestion financière en Haïti, principalement par la préparation et l'exécution des plans de passation des marchés liés aux politiques sectorielles</p>	<p>DGB / MPCE /MEF / Institutions Dépenièrès</p>	<p>Plans de passation des marchés en place dans tous les Institutions Dépenièrès</p>	<p>2007-2008</p>	<p>Moyen</p>	



**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

I.2. Revoir l'ancrage institutionnel de l'ULCC et la rendre indépendante de l'exécutif afin de lui permettre de jouer pleinement son rôle REACTIONS ATTENDUES	MEF/ULCC	Le décret de création de l'ULCC est revu afin de le positionner de manière autonome par rapport à l'exécutif.	• 1 <sup>er</sup> semestre 2008	Faible	
<b>J. SURVEILLANCE DES ORGANISMES AUTONOMES</b>					
J.1. Renforcer la surveillance des services autonomes par la mise en œuvre des obligations définies dans les textes, notamment, les conseils d'administration, les audits financiers annuels et les obligations de reporting périodiques. REACTIONS ATTENDUES	MEF	Les conseils d'administration des services autonomes se réunissent régulièrement. Un audit financier est réalisé chaque année et des rapports financiers sont produits chaque trimestre.	A partir de 2006/2007	Moyen	
J.2. Renforcer les capacités des commissions des entreprises publiques REACTIONS ATTENDUES	MEF	Un plan de formation sur les techniques de gestion est arrêté.	• 1 <sup>er</sup> semestre 2008	Elevé	

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTION POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PEMFAR**

*SECTEUR INFRASTRUCTURE  
SOUS-SECTEUR TRANSPORTS*

**Plan d'Action Prioritaire**

<b>Objectif</b>	<b>Actions</b>	<b>Années fiscales</b>	<b>Ressources disponibles</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>Indicateur d'output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Agence d'application</b>
<b>1. Renforcer les liens entre les allocations des ressources et les priorités du Gouvernement définies dans le DNSCRP et la stratégie sectorielle</b>	Préparation du budget en fonction de la stratégie sectorielle et du DSNCRP	2007-2008	Trésor Public	DSNCRP et stratégie du secteur	Cadre de dépense trimestriel reflète la vision stratégique du sous secteur des transports	Budgets préparés	MTPTC
	Renforcer la capacité du MTPTC dans la préparation et le suivi budgétaire	2007-2008	Trésor Public	Mise à disposition d'un cadre supplémentaire pour la préparation et le suivi budgétaire	Un cadre embauché	Préparation des budgets du MTPTC à temps et suivi annuel de l'exécution	MTPTC/MEF
	Lier les investissements aux dépenses d'entretien	2008-2009	Trésor public	Définition du réseau à réhabiliter et/ou à construire + aides mémoire de rencontres	Le réseau réhabilité et/ou construit + FER dispose de moyens suffisant pour assurer l'entretien	Réseau réhabilité et/ou construit entretenu	MTPTC / FER

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**Plan d'Action Prioritaire**

<b>Objectif</b>	<b>Actions</b>	<b>Années fiscales</b>	<b>Ressources disponibles</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>Indicateur d'output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Agence d'application</b>
<b>2. Améliorer l'exécution budgétaire</b>	Recycler les comptes du MPTC sur les procédures d'exécution budgétaire du MEF	2007-2008	Trésor Public	Expertise du MEF/MPCE mobilisé	Les comptes sont recyclés	Réduction du délai de mobilisation des fonds du Trésor Public	MEF/ MPCE / MPTC
	Elimination de la règle de 1/12 dans l'exécution budgétaire	2007-2008	Trésor public	La procédure actuelle	Révision de la procédure	Accélération exécution du budget	MEF
	Préparer dès juin le plan de passation de marchés et lancer des appels d'offres et les réquisitions dès approbation du budget	2008-2009	Trésor Public	Travaux commission ministériel passation des marchés	Plan de passation de marchés élaboré avant début exercice budgétaire	Acquisition biens et services visés plus rapide et plus efficiente	CMPP

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**Plan d'Action Prioritaire**

<b>Objectif</b>	<b>Actions</b>	<b>Années fiscales</b>	<b>Ressources disponibles</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>Indicateur d'output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Agence d'application</b>
	Fermer les comptes courants	2009-2010	Trésor Public	Identification des projets, Lettre du Ministre	Comptes fermés	Un seul compte de projet existe avec des sous comptes	MTPTC

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**Plan d'Action Prioritaire**

<b>Objectif</b>	<b>Actions</b>	<b>Années fiscales</b>	<b>Ressources disponibles</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>Indicateur d'output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Agence d'application</b>
<b>4. Intégrer graduellement les dépenses financées sur ressources extérieures dans le budget du secteur</b>	Associer principaux bailleurs de fonds au processus d'élaboration du budget	2008-2009	Trésor public	Rencontres techniques de concertation organisées au cours processus élaboration budget	Compte rendu rencontres de travail	Dépenses d'investissement externes correctement budgétisées	MPCE/MTPTC

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**Plan d'Action Prioritaire**

<b>Objectif</b>	<b>Actions</b>	<b>Années fiscales</b>	<b>Ressources disponibles</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>Indicateur d'output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Agence d'application</b>
<b>5. Evaluer l'impact des dépenses budgétaires et faire le suivi des résultats budgétaires</b>	Renforcer les compétences du MTPTC	2008-2009	Trésor public / BID	Nomination d'un cadre à l'UTPP	Rapports d'activités du cadre nommé	Meilleure connaissance du lien entre investissement sectoriel et réduction pauvreté	MTPTC
	Former RH MTPTC à étude d'impact et planification stratégique	2008-2009	DEFI-BID	Réalisation de missions d'appui de consultants internationaux et nationaux et de sessions de formation	Comptes rendus de missions et sessions de formation	Moindre recours à l'expertise externe pour évaluation impacts	MTPTC
	Études d'impact spécifiques à conduire	2008-2009	DEFI-BID	Réalisation de missions d'appui de consultants internationaux et nationaux	Rapport d'études d'impact spécifiques	Meilleure connaissance du lien entre investissement sectoriel et réduction pauvreté	MTPTC

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTIIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D'ACTION PRIORITAIRE – SECTEUR EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT  
CENTRALE AUTONOME MÉTROPOLITAINE D'EAU POTABLE (CAMEP)**

<b>Objectifs</b>	<b>Actions</b>	<b>Années fiscales</b>	<b>Ressources financières</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>Indicateur d'output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Organisme d'exécution</b>
1.- Renforcer les liens entre les allocations des ressources et les priorités du Gouvernement définies dans le DSNCRP et la stratégie sectorielle	A- Amélioration de l'alimentation en eau potable des quartiers de Pèlerin, Pétiion-Ville, Péguy-Ville, Frères et le Haut de Delmas	2007 / 2008 2008 / 2009 2009 / 2010	Non encore disponibles	Construction de réservoirs.  Equipement de forages.  Installation de réseaux neufs.  Construction de stations de pompage	Augmentation de la production.  Amélioration de la qualité de l'eau distribuée.  Distribution par étages	Doléances sur la qualité de l'eau distribuée au niveau des robinets.  Augmentation du nombre d'abonnés.	CAMEP
	B- Renforcement du réseau d'eau potable et de l'assainissement « Bas de la Ville » comprenant les quartiers de Mariani, Mon Repos, Mahotière, Waney, Bizoton, Diquini, Fontamara, Martissant, Bolosse et les quartiers entourant le Blvd. J. J. Dessalines	2008 / 2009 2009 / 2010 2010 / 2011 2011 / 2012	Non encore disponibles	Réalisation et équipement de forages.  Pose de nouvelles adductions.  Mise en place de système de régulation.	Augmentation de la production.  Création de fontaines communautaires payantes.  Développement de la protection incendie.	Rendement du réseau et de la desserte.  Augmentation de la population ayant accès à l'eau  Appréciation des recettes.	CAMEP
	C- Réhabilitation réseau Centre-Ville incluant les grandes artères telles que Lalue, Canapé Vert, Turgeau, Bois Patate, Armand Holly, Blvd. Harry Truman	2010 / 2011 2011 / 2012 2012 / 2013 2013 / 2014 2014 / 2015	Non encore disponibles	Réalisation de forages à Gressier.  Création de nouveaux centres de refoulement.  Renforcement et développement du réseau de distribution.	Augmentation la production  Création de bornes fontaines payantes.	Augmentation de la population ayant accès à l'eau  Appréciation des recettes.	CAMEP

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D’ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**CENTRALE AUTONOME MÉTROPOLITAINE D’EAU POTABLE (CAMEP)**

<b>Objectifs</b>	<b>Actions</b>	<b>Années fiscales</b>	<b>Ressources financières</b>	<b>Indicateur d’input</b>	<b>Indicateur d’output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Organisme d’exécution</b>
2.- Améliorer l’exécution budgétaire	A- Préparer avec le budget le plan de passation de marchés pour achats de fournitures, de carburant, de matériels et équipements et pour travaux	2007 / 2008 et suivantes	CAMEP	Travaux de la Commission Spécialisée	Plan élaboré avant le début de l’exercice fiscal	Acquisition biens et services visés plus rapide et plus efficiente.	CAMEP
	B.- Diminuer le nombre de contractuels en opérant des transferts de gestion de certains services à des Firmes professionnelles.	2007 / 2008 et suivantes	CAMEP	Recherche et Sélection des Firmes	Signature des contrats de services	Gestion plus rationnelle des intervenants	CAMEP et Firmes sélectionnées

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTION POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D'ACTION PRIORITAIRE – SECTEUR EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT  
CENTRALE AUTONOME MÉTROPOLITAINE D'EAU POTABLE (CAMEP)**

<b>Objectifs</b>	<b>Actions</b>	<b>Années fiscales</b>	<b>Ressources financières</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>Indicateur d'output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Organisme d'exécution</b>
3.- Améliorer la transparence de l'information budgétaire	A- Transférer la gestion du payroll du personnel à une banque de la place	2007 / 2008 et suivantes	CAMEP	Préparation de la liste des employés à payer	Paiement des employés par la Banque retenue	Satisfaction de l'employé rémunéré.	CAMEP et la Banque sélectionnée
	B.- Améliorer et entretenir le logiciel de gestion de la clientèle.	2007 / 2008 et suivantes	CAMEP	Renouvellement de contrat avec la Firme	Le logiciel en fonction	Gestion plus rationnelle de la clientèle	CAMEP et la Firme sélectionnée
	C.- Rendre active la Commission Spécialisée en Passation de Marchés Publics	2007 / 2008 et suivantes	CAMEP	Nommer les membres de la Commission	Appels d'Offres lancés par le soin de la Commission Spécialisée	Gestion des Marchés Publics plus efficace	CAMEP et CNMP

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D' ACTION PRIORITAIRE – SECTEUR EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT  
CENTRALE AUTONOME MÉTROPOLITAINE D'EAU POTABLE (CAMEP)**

<b>Objectifs</b>	<b>Actions</b>	<b>Années fiscales</b>	<b>Ressources financières</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>Indicateur d'output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Organisme d'exécution</b>
4.- Intégrer graduellement les dépenses financées sur ressources extérieures dans le budget du secteur	A- Associer principaux bailleurs de fonds à la préparation du budget	2007 / 2008 et suivantes	CAMEP	Rencontres techniques de concertation organisées avant et au cours du processus d'élaboration du budget	Accord de financement par les Bailleurs de fonds rencontrés	Dépense d'investissement externes correctement budgétisées	CAMEP et MPCE

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D' ACTION PRIORITAIRE – SECTEUR EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT  
CENTRALE AUTONOME MÉTROPOLITAINE D'EAU POTABLE (CAMEP)**

<b>Objectifs</b>	<b>Actions</b>	<b>Années fiscales</b>	<b>Ressources financières</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>Indicateur d'output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Organisme d'exécution</b>
5.- Évaluer l'impact des dépenses budgétaires et faire le suivi des résultats budgétaires	A- Études d'impact spécifiques à conduire	2007 / 2008 et suivantes	CAMEP	Sélection de Firmes d'Audit	Résultat de l'Audit	Atteinte des Objectifs	CAMEP Firmes d'Audit

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DNSCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTION POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D'ACTION PRIORITAIRE – SECTEUR TELECOMMUNICATION**

<b>OBJECTIFS</b>	<b>ACTIONS</b>	<b>ANNEES FISCALES</b>	<b>RESSOURCES DISPONIBLES</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>INDICATEUR D'OUTPUT</b>	<b>INDICATEUR DE RESULTAT</b>	<b>AGENCE D'APPLICATION</b>
<b>1. RENFORCER LES LIENS ENTRE ALLOCATIONS RESSOURCES ET PRIORITES DU GOUVERNEMENT DEFINIES DANS LE DNSCRP ET LA STRATEGIE SECTORIELLE</b>	Moderniser et renforcer les infrastructures de la TELECO.	2007-2008 et suivantes	TELECO et sources externes a identifier	-Plan de rénovation du réseau fixe <b>-Plan PI - Plan de rénovation du réseau transport.</b> - Ressources humaines et matérielles	- les 150,000.00 lignes fixes disponibles dans le pays sont devenues fonctionnelles -Réduction du taux de panne a moins de 1% - amélioration de la qualité de service offerte par la Téléco - Installation de 50,000.00 lignes supplémentaires	Satisfaction de la clientèle Augmentation des revenus de la TELECO	TELECO
	Etendre le service téléphonique de base a un plus grand nombre d'utilisateurs	2007-2008 et suivantes	TELECO et Sources externes a identifier	Acquisition de matériels et équipements Ressources humaines	-1,000,000.00 lignes fixes et mobiles distribuées.	-Amélioration du taux de pénétration du réseau de la TELECO	TELECO
	-Développement de l'infrastructure TÉLÉCOMS en Haïti	2007-2008 et suivantes	TELECO et Sources externes	Exécution du Plan de modernisation Ressources matérielles Ressources humaines	- Réalisation d'une dentelle optique locale autour des grandes villes du pays  - Raccordement du pays au réseau Guadeloupe numérique	-Réduction de la fracture numérique du pays	TELECO

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

	- Développement des services NTIC	2007-2008 et suivantes	TELECO et Sources externes	Acquisition de matériels et équipements Ressources humaines	Implantation du réseau Wimax	- Connectivité du monde rural	TELECO
	Restructurer la Compagnie	2006-2007 et suivantes	TELECO	Exécution du plan de restructuration de la Compagnie	Production et rendement de la Compagnie améliorée	Gestion efficace de la Compagnie Rentabilité Constatée	Conseil d' Administration TELECO

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D' ACTION PRIORITAIRE – SECTEUR TELECOMMUNICATION**

<b>OBJECTIFS</b>	<b>ACTIONS</b>	<b>ANNEES FISCALES</b>	<b>RESSOURCES DISPONIBLES</b>	<i>Indicateur d'input</i>	<b>INDICATEUR D'OUTPUT</b>	<b>INDICATEUR DE RESULTAT</b>	<b>AGENCE D'APPLICATION</b>
	Superviser l'exécution budgétaire	2007-2008 et suivantes	Ressources a identifier	Conseil d' Administration de TELECO	Approbation et Suivi de l'exécution du budget de TELECO	Exécution du budget avec efficience	TELECO
<b>2. AMELIORER L'EXECUTION BUDGETAIRE</b>	Effectuer à temps les décaissements dans le cadre de l'exécution budgétaire.	2007-2008 et suivantes	Ressources propres	TELECO	Suivi de l'exécution du programme d'investissement de TELECO	Exécution des projets du programme d'Investissement	TELECO
	Rendre disponible à temps les revenus générés par la TELECO	2007-2008 et suivantes	Ressources propres	Appel d'offres pour Plates-formes de gestion financière	Collecte des revenus générés à temps	Exécution des dépenses prévues	TELECO
	Autoriser ouverture de comptes par projets.	2007-2008 et suivantes	Ressources a identifier	Acquisition d'outils de gestion financière modernes	Amélioration dans l'exécution des projets	Exécution des projets du programme d'investissement	
	Préparer à temps le plan de passation des marchés pour acquisition de matériels et équipements prévus	2007-2008 et suivantes	Ressources propres	Travaux des Comites de pilotage de passation de marche de TELECO	Projets du programme du budget disponible au début de l'exercice	Exécution des projets du programme d'investissement	TELECO

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTION POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D'ACTION PRIORITAIRE – SECTEUR TELECOMMUNICATION**

<b>OBJECTIFS</b>	<b>ACTIONS</b>	<b>ANNEES FISCALES</b>	<b>RESSOURCES DISPONIBLES</b>	<i>Indicateur d'input</i>	<b>INDICATEUR D'OUTPUT</b>	<b>INDICATEUR DE RESULTAT</b>	<b>AGENCE D'APPLICATION</b>
<b>3. AMELIORER LA TRANSPARENCE DE L'INFORMATION BUDGETAIRE</b>	Assurer diffusion de l'information budgétaire	2007-2008 et suivantes	Ressources propres	Intranet de TELECO	-Rapport de dépenses des projets - Etat financier	Transparence gestion financière	TELECO
	Mise en place de procédures et outils de suivi comptable des projets d'investissement	2007-2008	A identifier	Appel d'offre	Logiciel comptable et manuel de procédures comptables de projets d'Investissement	Production a temps de rapports sur exécution budgétaire des projets d'investissement	TELECO
	Préparer logiciel pour gestion et suivi du budget d'investissement	2007-2008	A identifier	Appel d'Offre	Logiciel installé	Production en temps réel état consolidé exécution budget d'investissement possible	TELECO

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DNSCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D' ACTION PRIORITAIRE – SECTEUR TELECOMMUNICATION**

<b>OBJECTIFS</b>	<b>ACTIONS</b>	<b>ANNEES FISCALES</b>	<b>RESSOURCES DISPONIBLES</b>	<i>Indicateur d'input</i>	<b>INDICATEUR D'OUTPUT</b>	<b>INDICATEUR DE RESULTAT</b>	<b>AGENCE D'APPLICATION</b>
<b>1. RENFORCER LES LIENS ENTRE ALLOCATIONS RESSOURCES ET PRIORITES DU GOUVERNEMENT DEFINIES DANS LE DNSCRP ET LA STRATEGIE SECTORIELLE</b>	Moderniser et renforcer les infrastructures de la TELECO.	2007-2008 et suivantes	TELECO et sources externes a identifier	-Plan de rénovation du réseau fixe <b>-Plan PI - Plan de rénovation du réseau transport.</b> - Ressources humaines et matérielles	- les 150,000.00 lignes fixes disponibles dans le pays sont devenues fonctionnelles - Réduction du taux de panne a moins de 1% - amélioration de la qualité de service offerte par la Téléco - Installation de 50,000.00 lignes supplémentaires	Satisfaction de la clientèle Augmentation des revenus de la TELECO	TELECO
	Etendre le service téléphonique de base a un plus grand nombre d'utilisateurs	2007-2008 et suivantes	TELECO et Sources externes a identifier	Acquisition de matériels et équipements Ressources humaines	-1,000,000.00 lignes fixes et mobiles distribuées.	-Amélioration du taux de pénétration du réseau de la TELECO	TELECO
	-Développement de l'infrastructure TÉLÉCOMS en Haïti	2007-2008 et suivantes	TELECO et Sources externes	Exécution du Plan de modernisation Ressources matérielles Ressources humaines	- Réalisation d'une dentelle optique locale autour des grandes villes du pays  - Raccordement du pays au réseau Guadeloupe numérique	-Réduction de la fracture numérique du pays	TELECO

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

	- Développement des services NTIC	2007-2008 et suivantes	TELECO et Sources externes	Acquisition de matériels et équipements Ressources humaines	Implantation du réseau Wimax	- Connectivité du monde rural	TELECO
	Restructurer la Compagnie	2006-2007 et suivantes	TELECO	Exécution du plan de restructuration de la Compagnie	Production et rendement de la Compagnie améliorée	Gestion efficace de la Compagnie Rentabilité Constatée	Conseil d' Administration TELECO

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D' ACTION PRIORITAIRE – SECTEUR TELECOMMUNICATION**

<b>OBJECTIFS</b>	<b>ACTIONS</b>	<b>ANNEES FISCALES</b>	<b>RESSOURCES DISPONIBLES</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>INDICATEUR D'OUTPUT</b>	<b>INDICATEUR DE RESULTAT</b>	<b>AGENCE D'APPLICATION</b>
	Superviser l'exécution budgétaire	2007-2008 et suivantes	Ressources a identifier	Conseil d' Administration de TELECO	Approbation et Suivi de l'exécution du budget de TELECO	Exécution du budget avec efficience	TELECO
<b>2. AMELIORER L'EXECUTION BUDGETAIRE</b>	Effectuer à temps les décaissements dans le cadre de l'exécution budgétaire.	2007-2008 et suivantes	Ressources propres	TELECO	Suivi de l'exécution du programme d'investissement de TELECO	Exécution des projets du programme d'Investissement	TELECO
	Rendre disponible à temps les revenus générés par la TELECO	2007-2008 et suivantes	Ressources propres	Appel d'offres pour Plates-formes de gestion financière	Collecte des revenus générés à temps	Exécution des dépenses prévues	TELECO
	Autoriser ouverture de comptes par projets.	2007-2008 et suivantes	Ressources a identifier	Acquisition d'outils de gestion financière modernes	Amélioration dans l'exécution des projets	Exécution des projets du programme d'investissement	
	Préparer à temps le plan de passation des marchés pour acquisition de matériels et équipements prévus	2007-2008 et suivantes	Ressources propres	Travaux des Comites de pilotage de passation de marche de TELECO	Projets du programme du budget disponible au début de l'exercice	Exécution des projets du programme d'investissement	TELECO

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTION POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D'ACTION PRIORITAIRE – SECTEUR TELECOMMUNICATION**

<b>OBJECTIFS</b>	<b>ACTIONS</b>	<b>ANNEES FISCALES</b>	<b>RESSOURCES DISPONIBLES</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>INDICATEUR D'OUTPUT</b>	<b>INDICATEUR DE RESULTAT</b>	<b>AGENCE D'APPLICATION</b>
<b>3. AMELIORER LA TRANSPARENCE DE L'INFORMATION BUDGETAIRE</b>	Assurer diffusion de l'information budgétaire	2007-2008 et suivantes	Ressources propres	Intranet de TELECO	-Rapport de dépenses des projets - Etat financier	Transparence gestion financière	TELECO
	Mise en place de procédures et outils de suivi comptable des projets d'investissement	2007-2008	A identifier	Appel d'offre	Logiciel comptable et manuel de procédures comptables de projets d'Investissement	Production a temps de rapports sur exécution budgétaire des projets d'investissement	TELECO
	Préparer logiciel pour gestion et suivi du budget d'investissement	2007-2008	A identifier	Appel d'Offre	Logiciel installé	Production en temps réel état consolidé exécution budget d'investissement possible	TELECO

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DNSCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D' ACTION PRIORITAIRE – SECTEUR TELECOMMUNICATION**

<b>OBJECTIFS</b>	<b>ACTIONS</b>	<b>ANNEES FISCALES</b>	<b>RESSOURCES DISPONIBLES</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>INDICATEUR D'OUTPUT</b>	<b>INDICATEUR DE RESULTAT</b>	<b>AGENCE D'APPLICATION</b>
<b>1. RENFORCER LES LIENS ENTRE ALLOCATIONS RESSOURCES ET PRIORITES DU GOUVERNEMENT DEFINIES DANS LE DNSCRP ET LA STRATEGIE SECTORIELLE</b>	Moderniser et renforcer les infrastructures de la TELECO.	2007-2008 et suivantes	TELECO et sources externes a identifier	-Plan de rénovation du réseau fixe <b>-Plan PI - Plan de rénovation du réseau transport. - Ressources humaines et matérielles</b>	- les 150,000.00 lignes fixes disponibles dans le pays sont devenues fonctionnelles -Réduction du taux de panne a moins de 1% - amélioration de la qualité de service offerte par la Téléco  - Installation de 50,000.00 lignes supplémentaires	Satisfaction de la clientèle Augmentation des revenus de la TELECO	TELECO
	Etendre le service téléphonique de base a un plus grand nombre d' utilisateurs	2007-2008 et suivantes	TELECO et Sources externes a identifier	Acquisition de matériels et équipements  Ressources humaines	-1,000,000.00 lignes fixes et mobiles distribuées.	-Amélioration du taux de pénétration du réseau de la TELECO	TELECO
	-Développement de l'infrastructure TÉLÉCOMS en Haïti	2007-2008 et suivantes	TELECO et Sources externes	Exécution du Plan de modernisation Ressources matérielles Ressources humaines	- Réalisation d'une dentelle optique locale autour des grandes villes du pays  - Raccordement du pays au réseau Guadeloupe numérique	-Réduction de la fracture numérique du pays	TELECO

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

	- Développement des services NTIC	2007-2008 et suivantes	TELECO et Sources externes	Acquisition de matériels et équipements Ressources humaines	Implantation du réseau Wimax	- Connectivité du monde rural	TELECO
	Restructurer la Compagnie	2006-2007 et suivantes	TELECO	Exécution du plan de restructuration de la Compagnie	Production et rendement de la Compagnie améliorée	Gestion efficace de la Compagnie Rentabilité Constatée	Conseil d' Administration TELECO

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D' ACTION PRIORITAIRE – SECTEUR TELECOMMUNICATION**

<b>OBJECTIFS</b>	<b>ACTIONS</b>	<b>ANNEES FISCALES</b>	<b>RESSOURCES DISPONIBLES</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>INDICATEUR D'OUTPUT</b>	<b>INDICATEUR DE RESULTAT</b>	<b>AGENCE D'APPLICATION</b>
	Superviser l'exécution budgétaire	2007-2008 et suivantes	Ressources a identifier	Conseil d' Administration de TELECO	Approbation et Suivi de l'exécution du budget de TELECO	Exécution du budget avec efficience	TELECO
<b>2. AMELIORER L'EXECUTION BUDGETAIRE</b>	Effectuer à temps les décaissements dans le cadre de l'exécution budgétaire.	2007-2008 et suivantes	Ressources propres	TELECO	Suivi de l'exécution du programme d'investissement de TELECO	Exécution des projets du programme d'Investissement	TELECO
	Rendre disponible à temps les revenus générés par la TELECO	2007-2008 et suivantes	Ressources propres	Appel d'offres pour Plates-formes de gestion financière	Collecte des revenus générés à temps	Exécution des dépenses prévues	TELECO
	Autoriser ouverture de comptes par projets.	2007-2008 et suivantes	Ressources a identifier	Acquisition d'outils de gestion financière modernes	Amélioration dans l'exécution des projets	Exécution des projets du programme d'investissement	
	Préparer à temps le plan de passation des marchés pour acquisitions de matériels et équipements prévus	2007-2008 et suivantes	Ressources propres	Travaux des Comites de pilotage de passation de marche de TELECO	Projets du programme du budget disponible au début de l'exercice	Exécution des projets du programme d'investissement	TELECO

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D' ACTION PRIORITAIRE – SECTEUR TELECOMMUNICATION**

<b>OBJECTIFS</b>	<b>ACTIONS</b>	<b>ANNEES FISCALES</b>	<b>RESSOURCES DISPONIBLES</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>INDICATEUR D'OUTPUT</b>	<b>INDICATEUR DE RESULTAT</b>	<b>AGENCE D'APPLICATION</b>
<b>3. AMELIORER LA TRANSPARENCE DE L'INFORMATION BUDGETAIRE</b>	Assurer diffusion de l'information budgétaire	2007-2008 et suivantes	Ressources propres	Intranet de TELECO	-Rapport de dépenses des projets - Etat financier	Transparence gestion financière	TELECO
	Mise en place de procédures et outils de suivi comptable des projets d'investissement	2007-2008	A identifier	Appel d'offre	Logiciel comptable et manuel de procédures comptables de projets d'Investissement	Production a temps de rapports sur exécution budgétaire des projets d'investissement	TELECO
	Préparer logiciel pour gestion et suivi du budget d'investissement	2007-2008	A identifier	Appel d'Offre	Logiciel installé	Production en temps réel état consolidé exécution budget d'investissement possible	TELECO

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D' ACTION PRIORITAIRE – SECTEUR ELECTRICITE**

<b>OBJECTIFS</b>	<b>ACTIONS</b>	<b>ANNEES FISCALES</b>	<b>RESSOURCES DISPONIBLES</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>INDICATEUR D'OUTPUT</b>	<b>INDICATEUR DE RESULTAT</b>	<b>AGENCE D'APPLICATION</b>
<b>1. RENFORCER LES LIENS ENTRE ALLOCATIONS RESSOURCES ET PRIORITES DU GOUVERNEMENT DEFINIES DANS LE DNSCRP ET LA STRATEGIE SECTORIELLE</b>	i) Préparer loi de réglementation du secteur électrique encourageant investissements privés et la libre concurrence.	2007-2008	À IDENTIFIER	Expertise juridique et économique mobilisée	Loi de réglementation déposée au Parlement	Expansion du secteur.	MTPTC/EDH
	ii) Assurer diffusion, document de stratégie de développement du sous-secteur de l'électricité.	2007-2008	À IDENTIFIER	Plan de communication et ressources pour animation processus validation et appropriation	Document de stratégie électricité validé et approprié	Le document de stratégie électricité est diffusé et adopté.	MTPTC/ EDH
	iii) Préparer un budget dans le secteur électrique.	2007-2008	À IDENTIFIER	Besoins déterminés et priorités définies.	Budget 2007-2008 cohérent, réaliste, établi et diffusé à temps	Les programmes du budget sont exécutés.	Service Budget EDH
	iv) Renforcer ressources matérielles et ressources humaines spécialisées au niveau du budget	2007-2008	À IDENTIFIER	Acquérir ordinateurs, logiciels et recycler le personnel pour préparation et suivi budget	Rapport d'activité du service	Budget Electricité préparé dans les temps, rapport régulier sur exécution	Service Budget EDH
	v) Réaliser diagnostic ressources disponibles (humaines, matérielles) et des procédures existantes	2007-2008	À IDENTIFIER	Expertise externe	Rapport d'expertise	Cohérence entre activités prévues et moyens disponibles	EDH / MTPTC
	vi) Renforcer systèmes de gestion commerciale et réseau	2007-2012	À IDENTIFIER	Mise en œuvre du nouveau système	Nouveau système implante	Pertes diminuées et recettes améliorées. Subventions de l'Etat haïtien réduit. Meilleur service à la population.	EDH
	vii) Assurer approvisionnement régulier des centrales en huile carburant (PAP+PROV)	2007-2012	À IDENTIFIER	Budget prévisionnel des dépenses et réquisitions disponibles.	Production attendue respectée	Qualité de la vie améliorée et croissance économique assurée.	MEF MTPTC

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTIIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D'ACTION PRIORITAIRE – SECTEUR ELECTRICITE**

<b>OBJECTIFS</b>	<b>ACTIONS</b>	<b>ANNEES FISCALES</b>	<b>RESSOURCES DISPONIBLES</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>INDICATEUR D'OUTPUT</b>	<b>INDICATEUR DE RESULTAT</b>	<b>AGENCE D'APPLICATION</b>
<b>2. AMELIORER L'EXECUTION BUDGETAIRE</b>	i) Actualiser, établir si nécessaire et diffuser procédures gestion du budget d'investissement	2007-2009	À IDENTIFIER	Expertise nationale mobilisée	Cahier des procédures élaboré	Délai mobilisation fonds réduit	EDH/MEF
	ii) Améliorer la préparation dans les délais les réquisitions .	2007-2012	À IDENTIFIER	Ressources EDH	Réquisition prêtes à temps et respectant les normes.	Décaissement plus rapide.	MTPTC MEF et BRH
	iii) Elaborer un plan annuel de passation de marchés pour achats fournitures, carburant, matériels et équipements prévus dans budget.	2007-2012	À IDENTIFIER	Liste des projets concernés.		Acquisition biens et services visés plus rapide et plus efficiente	CNMP/EDH MEF MTPTC
	iv) Motiver cadre pour suivi spécifique budget	2007-2009	À IDENTIFIER	Séance motivation Cadres	Rapport de suivi	Meilleure exécution calendrier budgétaire	EDH /MEF
	v) Former/recycler RH sur procédures budgétaires	2007-2012	À IDENTIFIER	Cycles de formation permanente en place	Rapports de formation	Cohérence dans la préparation du budget entre objectifs et moyens mobilisés	MEF / EDH
	ix) Diffuser largement à toutes les directions et les ministères concernés le budget.	2007-2012	À IDENTIFIER	Reproduction document	Document disponible	Délai paiement dépenses raccourci	EDH/MEF MTPTC

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTION POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D'ACTION PRIORITAIRE – SECTEUR ELECTRICITE**

<b>OBJECTIFS</b>	<b>ACTIONS</b>	<b>ANNEES FISCALES</b>	<b>RESSOURCES DISPONIBLES</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>INDICATEUR D'OUTPUT</b>	<b>INDICATEUR DE RESULTAT</b>	<b>AGENCE D'APPLICATION</b>
<b>3. AMELIORER LA TRANSPARENCE DE L'INFORMATION BUDGETAIRE</b>	i) Echanger informations comptables avec MEF pour gestion des projets d'investissement (PI)	2007-2008	À IDENTIFIER	RH EDH et MEF	Rapport sur dépenses projets PI	Gestion plus conforme pour les PI	MEF, EDH
	ii) Mise en place et application procédure fermeture projets PI	2007-2008	À IDENTIFIER	Expertise nationale et internationale	Manuel de procédures fermeture projet et compte projet existe	Gestion plus conforme pour les PI	EDH/ MEF
	iii) Etablir un programme permanent de communication	2007-2008	À IDENTIFIER	Ressources embauchées et formées.	Plan de communication réalisé	Meilleure divulgation des informations budgétaires à l'interne comme à l'externe.	EDH
	iv) Intégrer au sein de l'EDH les compétences en passation de marché (cadre des projets)	2007-2008 et suivantes	À IDENTIFIER	Budgétisation de postes « Passation de marchés publics » dans le payroll de l'EDH	Formation Cadres	Gestion des marchés publics plus efficace	EDH
	v) Créer un site internet pour publier les infos	2007-2008	À IDENTIFIER	Expertise informatique mobilisée	Informations du budget ouvertes aux intéressés	Suivi plus facile des dépenses.	EDH/MEF
	vi) Systématiser rencontre mensuelle tripartite MEF/MTPTC/EDH	2007-2008	À IDENTIFIER	Moyens de déplacement et salle de réunion disponible	Compte rendus de réunions	Arbitrages dus au cash management plus cohérents	MEF
	vii) Préparer logiciels pour gestion et suivi du budget d'investissement	2007-2008	À IDENTIFIER	Expertise informatique mobilisée	Logiciels installés	Production en temps réel état consolidé exécution budget d'invest. est possible	EDH

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTION POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D'ACTION PRIORITAIRE – SECTEUR ELECTRICITE**

<b>OBJECTIFS</b>	<b>ACTIONS</b>	<b>ANNEES FISCALES</b>	<b>RESSOURCES DISPONIBLES</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>INDICATEUR D'OUTPUT</b>	<b>INDICATEUR DE RESULTAT</b>	<b>AGENCE D'APPLICATION</b>
<b>4. INTEGRER GRADUELLEMENT LES DEPENSES FINANCEES SUR RESSOURCES EXTERIEURES DANS LE BUDGET DU SECTEUR</b>	i) Intégrer les principaux bailleurs de fonds dans le budget.	2007-2008	À IDENTIFIER	Rencontres techniques de concertation organisées au cours processus élaboration budget	Compte rendu rencontres de travail	Dépenses d'investissement externes correctement budgétisées	MPCE EDH MEF MTPTC
	ii) Établir cadre harmonisé suivi des investissements coop. Externe	2007-2008	À IDENTIFIER	Expertise nationale mobilisée et concertation élargie réalisée avec MTPTC et bailleurs de fonds	Base de données et manuel de procédure préparé et négocié avec tous les bailleurs	Dépenses d'investissement externes correctement suivies	MPCE et MTPTC EDH
<b>5. EVALUER L'IMPACT DES DEPENSES BUDGETAIRES ET FAIRE LE SUIVI DES RESULTATS BUDGETAIRES</b>	i) Études d'impact spécifiques à conduire	2007-2008	À IDENTIFIER	Réalisation de missions d'appui de consultants internationaux et nationaux	Rapport d'études d'impact spécifiques	Meilleure connaissance du lien entre investissement sectoriel et réduction pauvreté	EDH
	ii) Renforcement ressources humaines spécialisées en étude d'impact.	2007-2008	À IDENTIFIER	Cadre EDH délégué à cette activité	Rapport d'activités des cadres délégués	Meilleure connaissance du lien entre investissement sectoriel et réduction pauvreté	MEF
	iii) Formation RH EDH à étude d'impact et planification stratégique	2007-2008	À IDENTIFIER	Réalisation de séminaires nationaux et de travaux en atelier.	Comptes rendus de séminaires de formation	Moindre recours à l'expertise externe pour évaluation impacts	EDH

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)**  
**PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
**PLAN D' ACTION PRIORITAIRE DU *LABORATOIRE NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS***

OBJECTIFS	ACTIONS	ANNEES FISCALES	RESSOURCES DISPONIBLES	INDICATEURS D'INPUT	INDICATEURS D'OUTPUT	INDICATEUR DE RESULTATS	AGENCE D'EXECUTION
1. RENFORCER LES LIENS ENTRE LES ALLOCATIONS DES RESSOURCES ET LES PRIORITES DU GOUVERNEMENT DEFINIES DANS LE DSNCRP ET LA STRATEGIE SECTORIELLE	Reprendre et/ou Développer la relations d'échanges avec des partenaires étrangers et des institutions internationales ;	2007/2009	Fonds propres du LNBTP	. Définition des besoins spécifiques du LNBTP en matière de formation et d'assistance technique ; . Identification des sources potentielles d'aide ; . Contacts avec des représentants des différentes institutions ;	. Signature d'accords de coopération ; . Etablissement d'un Plan de formation des cadres et des techniciens.	. Disponibilité de l'assistance technique de l'étranger ; . Disponibilité de ressources pour la formation continue des cadres et techniciens de l'institution.	LNBTP
	Renforcer les capacités opérationnelles du LNBTP	2004/2010	. Fonds propres du LNBTP . Budget d'investissement	. Organigramme de fonctionnement de l'institution ;	. Mise en place de structures techniques et administratives responsabilisées . Document des Règlements intérieurs disponible ; . Classification du personnel effectuée	. Gestion efficace de l'institution du point de vue : . des études ; . du contrôle de la qualité ; . des recherches appliquées.	LNBTP
	Rééquiper le LNBTP	2004/2010	. LNBTP Budget d'investissement	Document de projet de rééquipement du LNBTP	. Agrandissement des espaces de travail ; . Augmentation des moyens de transport ; . Acquisition de matériels d'essais ; . Disponibilité d'Energie de secours	. Augmentation des capacités physiques du LNBTP.	
	Améliorer la visibilité du LNBTP dans le secteur des infrastructures et de la construction en général	2007/2008	. Fonds propres du LNBTP . Budget d'investissement	. Répertoire des firmes d'études, construction et de supervision dans le pays ; . Site internet du Laboratoire . Spot publicitaire à la RTNH . Lancement du projet de Revue technique du LNBTP.	. Séminaires de sensibilisation des acteurs sur la qualité ; . Lancement d'un programme de formation à l'intention des cadres et techniciens du secteur privé de la construction.	. Délégation d'une partie du pouvoir de contrôle de la qualité à des firmes privées bona fide de supervision ; . Amélioration des capacités techniques des entreprises locales ; . Augmentation du pourcentage de travaux publics (et privés) soumis à un contrôle systématique de la qualité.	LNBTP
				. Plan de formation des cadres spécialisés ;	. 100% des cadres techniques détiennent une Maîtrise ou	. Création, au sein du Services des Etudes et du Contrôle de la Qualité, d'unités	

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTIIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

	Former des cadres spécialisés dans les différents domaines d'intervention du LNBTP et développer un partenariat avec l'Université	2008/2015	. Fonds propres du LNBTP . Externes	. Accords de coopération avec les institutions étrangères ; . Programmes d'aide à la formation des organismes internationaux (BID, BM) et ambassades de pays intéressés ; . Initiation d'un projet de formation et de recherches en coopération avec l'Université.	équivalent . 30% des cadres techniques détiennent un doctorat . Accord de partenariat avec l'Université ; Reconnaissance de la capacité du LNBTP à accueillir des thésards haïtiens et étrangers.	spécialisées dans les domaines suivants : <i>Géotechnique et risques naturels – Ouvrages d'art – Chaussées – Routes et environnement – Matériaux.</i> . Capacité du LNBTP à mener des travaux de recherches plus poussés dans ses domaines d'intervention.	LNBT
--	---	-----------	--	--	--	--	------

**PLAN D'ACTION PRIORITAIRE DU LABORATOIRE NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS**

OBJECTIFS	ACTIONS	ANNEES FISCALES	RESSOURCES DISPONIBLES	INDICATEURS D'INPUT	INDICATEURS D'OUTPUT	INDICATEUR DE RESULTATS	AGENCE D'EXECUTION
1. RENFORCER LES LIENS ENTRE LES ALLOCATIONS DES RESSOURCES ET LES PRIORITES DU GOUVERNEMENT DEFINIES DANS LE DSNCRP ET LA STRATEGIE SECTORIELLE	Former les techniciens et laborantins pour la réalisation de leurs différentes tâches	2007/2008	. Fonds propres du LNBTP . Externes	. Fiches d'évaluation interne des besoins en formation des techniciens	. 100% des techniciens maîtrisent les essais relevant de leurs unités d'affectation	Renforcement des Services des Essais de laboratoire et des Essais <i>In situ</i> .	LNBT
	Promouvoir le développement de la recherche appliquée en matière de matériaux et d'infrastructures de transport et minimisation des risques encourus en cas de catastrophes naturelles	2007/2009	Fonds propres du LNBTP	. Liste des principaux sujets de préoccupations ; . Rencontres avec les éventuelles autres institutions concernées (Universités, Autres Services techniques publics); . Formalisation de cadres de partenariat interinstitutionnel	. Document de Programme de recherches appliquées du LNBTP appuyé par l'ensemble des intervenants;	. Création d'un environnement propice au développement de la recherche appliquée dans le secteur de la construction.	LNBT
	Instaurer un système de management par la qualité	2013/2015	. Fonds propres du LNBTP . Externes	. Recrutement d'un expert en Management de la qualité ; . Rédaction du Manuel Qualité du LNBTP	. Manuel Qualité appliqué ; . Certification (ISO 9000) obtenue	. Amélioration du service offert par le LNBTP ; . Reconnaissance internationale du LNBTP.	LNBT

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D' ACTION PRIORITAIRE DU *LABORATOIRE NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS***

OBJECTIFS	ACTIONS	ANNEES FISCALES	RESSOURCES DISPONIBLES	INDICATEURS D'INPUT	INDICATEURS D'OUTPUT	INDICATEUR DE RESULTATS	AGENCE D'EXECUTION
2. AMELIORER L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE							LNBTB
3. AMELIORER LA TRANSPARENCE DE L'INFORMATION BUDGÉTAIRE	Elaborer un outil informatique de calcul des prix de revient des essais	2006/2008	. Fonds propres du LNBTB . Budget d'investissement	. Création d'un groupe de travail	. Programme informatique fonctionnel	. Rationalisation de la gestion financière et comptable de l'institution ; . Possibilité de création de provision pour la reconstitution des actifs ; . Transparence de la structure des coûts pratiqués au LNBTB.	LNBTB
4. INTERGRER GRADUELLEMENT LES DEPENSES FINANCIÉES SUR RESSOURCES EXTÉRIEURES DANS LE BUDGET DU SECTEUR							
5. EVALUER L'IMPACT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRE ET FAIRE LE SUIVI DES RÉSULTATS BUDGÉTAIRES							

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTION POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D’ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**objectifs1. Renforcer les liens entre allocations ressources et priorités du Gouvernement définies dans le DNSCRP et la stratégie sectorielle**

	<b>Années fiscales</b>	<b>Ressources disponibles</b>	<b>Indicateur d’input</b>	<b>Indicateur d’output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Agence d’application</b>
i) Diffusion des documents de politique sectorielle	2007-2008	Trésor public/BM	reproduction des documents	Documents distribués	Les acteurs concernées sont informés	MENFP
ii) Préparation de la loi d’orientation éducative (loi de cadrage des investissements dans le secteur éducatif sur 5 ou 10 ans)	2008-2009	À IDENTIFIER	Expertise juridique et économique mobilisée	Loi d’orientation déposée au Parlement	Les budgets préparés par le MENFP sont validés par le MEF et approuvés par le Parlement	MENFP
<b>iii) Élaboration d’un manuel de procédures de préparation budgétaire</b>	<b>2007-2008</b>	<b>BMActions</b>	<b>informations des directions techniques, Expertise en gestion financière</b>	<b>Le manuel de procédures est disponible</b>	<b>Les budgets de 2008-2009 et suivants sont élaborés suivant les procédures en vigueur</b>	<b>DAA, Budget, DPCE</b>
iv) <b>Renforcement des ressources humaines spécialisées en élaboration de budget</b>	2007-2008	Trésor Public/BM	Manuel de procédures et formateurs	Cadres formés en élaboration de budget	Les budgets de 2008-2009 et suivants sont élaborés suivant les procédures en vigueur	DAA, Budget, et MEF
v) Réalisation du diagnostic ressources disponibles (humaines, matérielles) et des procédures existantes pour action publique	2007-2008	À IDENTIFIER (ACDI ?)	Expertise en gestion publique	Rapport d’expertise	Cohérence entre activités prévues et moyens disponibles	MENFP / DAA



**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTIIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**Objectifs 2. Améliorer l'exécution budgétaire (2/2)**

<b>Actions</b>	<b>Années fiscales</b>	<b>Ressources disponibles</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>Indicateur d'output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Agence d'application</b>
vii) Élargissement du Système d'information au niveau des départements, des Districts Scolaires, des Inspections de Zone et des établissements Scolaires.	2007-2008	USAID/BID ACDI/UE/ UNESCO BM AFD UNICEF	Expertise informatique	Logiciels de traitement du système d'information installés dans toutes les DDE, BDS, BIZ, Établissements Scolaires	Délai de paiement des dépenses déconcentrées raccourci	MENFP, MEF
ix) Diffusion du lexique et la nomenclature budgétaire 2005 dans DDE	2008-2009	Trésor Public	Reproduction document	Document disponible dans les DDE	Délai De paiement dépenses déconcentrées raccourci	DAA, DGA MEF
x) Renforcement des capacités techniques des Comptables et des Administrateurs centraux et Départementaux.	2008-2009	Trésor Public	Expertise en Finances Publiques	Cadres formés	Délai d'engagement dépenses déconcentrées raccourci	DAA, DGA MEF

5

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**Objectif. 3. Améliorer la transparence de l'information budgétaire 1/2)**

<b>Actions</b>	<b>Années fiscales</b>	<b>Ressources disponibles</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>Indicateur d'output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Agence d'application</b>
<b>i) Intégration au sein du Ministère des compétences en passation de marché (cadres des projets)</b>	<b>2007-2008 et suivantes</b>	<b>Trésor Public/BM</b>	<b>Budgétisation de postes « Passation de marchés publics » dans le payroll du Ministère</b>	<b>Cadres recrutés par la fonction publique</b>	<b>Gestion des marchés publics plus efficace</b>	<b>MEF/MENFP</b>
ii) Élargissement de l'architecture du système d'information au niveau des départements	2007-2008	USAID/ACD I/ UNESCO /BID/ BM/UE/ AFD/ UNICEF	Expertise informatique et matériels	Logiciels du système d'information installés dans toutes les DDE	Suivi renforcé des dépenses déconcentrées	DPCE, MEF, DGA
iii) Systématisation de rencontre mensuelle tripartite Budget/Trésor/MENFP ( ?)	2007-2008	Trésor Public	Moyens de déplacement et salle de réunion disponible	Compte rendus de réunions	Arbitrages dus au cash management plus cohérents	MEF, Trésor, DAA
iv) Mise en place, en lien avec UCF, de procédures et outils de suivi comptable harmonisé des projets d'investissement	2007-2008	USAID/ACDI/ /BID/ BM/UE/AFD	Expertise nationale et internationale	Logiciel comptable et manuel de procédures comptables projets	Édition possible rapports sur exécution budgétaire projets	MPCE/MEF
v) Production de logiciel pour gestion et suivi du budget d'investissement	2008-2009	BM/UNESCO/ BID	Expertise informatique mobilisée	Logiciel installé	Production en temps réel état consolidé exécution budget d'invest. est possible	MPCE/MEF

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**. Objectifs3. Améliorer la transparence de l'information budgétaire (2/2)**

<b>Actions</b>	<b>Années fiscales</b>	<b>Ressources disponibles</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>Indicateur d'output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Agence d'application</b>
<b>vi) Nomination des comptables pour gestion des projets PI</b>	<b>2007-2008</b>	<b>Trésor Public</b>	<b>Comptables publics nommés dans les DDE et au MENFP central</b>	<b>Les dépenses sur comptes courants PI sont payés par comptables publics</b>	<b>Gestion plus conforme à la norme des fonds sur comptes courants PI</b>	<b>MEF, MENFP</b>
vii) Mise en place et application de procédure fermeture projets et comptes PI	2007-2008	BIDBM/UE/ACDI/UNICEF/USAID/AFD	Expertise nationale et internationale	Manuel de procédures fermeture projet et compte projet existe	Meilleure allocation des résidus	MPCE/MEF/MENFP
viii) Renforcement du contrôle des comptes transitoires	2008-2009	Trésor Public	Lettre du ministre	Compte contrôlé	Un seul compte courant à signature Ministre pour dépenses extra-budgétaires	MENFP, MEF
ix) Inventaire et précision des procédures de gestion ressources propres (déconcentrées surtout)	2007-2008	BID/BM/UE/ACDI/UNICEF/USAID/AFD	Expertise nationale	Existence inventaire actualisé ressources propres et manuel de procédure de gestion	Gestion des ressources propres harmonisée, budgétisation possible	MENFP et MEF

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTION POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**Objectifs 4. Intégrer graduellement les dépenses financées sur ressources extérieures dans le budget du secteur**

<b>Actions</b>	<b>Années fiscales</b>	<b>Ressources disponibles</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>Indicateur d'output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Agence d'application</b>
i) Implication des principaux bailleurs de fonds à l'élaboration du budget	2011-2015	Trésor Public	Rencontres techniques de concertation organisées au cours processus élaboration budget	Compte rendu rencontres de travail	Dépenses d'investissement externes Correctement budgétisées	MPCE, MEF, MENFP
ii) Établissement cadre harmonisé suivi des investissements coop. Externe	2007-2008	BIDBM/UE/ACDI/UNICEF/USAID/AFD	Expertise nationale mobilisée et Concertation élargie réalisée avec ministères techniques et bailleurs de fonds	Base de données et manuel de procédure préparé et négocié avec tous les bailleurs	Dépenses d'investissement externes correctement suivies	Primature, MPCE, MEF, MENFP

8

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D’ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**Objectifs 5. Evaluer l’impact des dépenses budgétaires et faire le suivi des résultats budgétaires**

<b>Actions</b>	<b>Années fiscales</b>	<b>Ressources disponibles</b>	<b>Indicateur d’input</b>	<b>Indicateur d’output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Agence d’application</b>
i) Études d’impact spécifiques à conduire	2008-2009	BIDBM/UE/ACDI/UNICEF/USAID/AFD	Firmes, consultants internationaux et nationaux	Rapport d’études d’impact spécifiques	Meilleure connaissance du lien entre investissement sectoriel et réduction pauvreté	MENFPMEF, DPCE
<b>ii) Renforcement ressources humaines Spécialisées en évaluation d’impact</b>	<b>2007-2008</b>	<b>Trésor Public/BM</b>	<b>Formation des cadres de la DPCE</b>	<b>Étude d’impact</b>	<b>Meilleure Connaissance du lien entre Investissement sectoriel et réduction pauvreté</b>	<b>MENFP/MEF DPCE</b>
vi) Établissement de références et normes sur impact investissements éducatifs et préparer modèle sectoriel éducatif (prévision)	2008-2009 et suivantes	UNESCO BID ACDI-AFD -USAID-BM-UE	consultant (international et national)	Document sur normes pour l’investissement et modèle sectoriel	Cohérence entre objectifs politique éducatif et moyens mobilisés	MENFP DPCE
vii) Établissement références et normes entre investissements éducatifs et coûts récurrents	2008-2009 et suivantes	UNESCO-BID-ACDI-AFD-USAID-BM-UE	consultant	Document sur Normes en matière de coûts récurrents	Cohérence entre budget d’investissement et budget de fonctionnement	MENFP / DPCE / DAA

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DNSCRP/HAÏTI)**  
**PLAN D'ACTION POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D'ACTION SECTEUR SANTE**  
**(\*\* Actions prioritaires)**

Objectifs	Actions	Années fiscales	Ressources disponibles	Indicateur d'input	Indicateur d'output	Indicateur de résultat	Agence d'application
1.- Renforcer les liens entre les allocations des ressources et les priorités du Gouvernement définies dans le DNSCRP et la stratégie sectorielle	<b>1.1. -** Engagement d'une assistance technique pour faire l'exercice budgétaire, la formation du personnel et montage d'un système de suivi de l'exécution du budget</b>	2007-2008	BID-1632	TDR pour l'assistance technique	Budget 2008-2009 inclut les liens entre les ressources et la stratégie	Avoir une stratégie sectorielle d'un budget pluri-annuel avec une estimation de dépenses récurrentes et d'investissement	MSPP/MEF
	1.2.- Réalisation d'une étude sur le financement des soins de santé des démunis	2008-2010	A identifier	Recrutement d'un consultant	Disponibilité de l'étude	Le MSPP dispose d'informations pertinentes pour entamer une expérience pilote dans le financement des soins de santé des démunis	MSPP
	1.3.- Renforcement des ressources humaines nécessaires à la mise en place de cliniques mobiles dans les zones les plus reculées	2008-2010	A identifier	Recrutement et formation du personnel	Ressources humaines formées et disponibles à la mise en place de cliniques mobiles	Le MSPP dispose de ressources capables d'assurer la gestion, le fonctionnement et l'entretien de	MSPP

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

						ces cliniques dans les zones d'implantation	
	<b>1.4.-** Appui à la réalisation de comptes nationaux de santé</b>	2007-2008	Disponible	Constitution d'une équipe appuyée par un expert international	Disponibilité des comptes nationaux de santé	- Le MSPP dispose d'informations financières sur l'ensemble des dépenses effectuées au sein du secteur - Une meilleure planification des actions est faite - Un meilleur suivi des objectifs est réalisé	MSPP/ IHSI
	1.5.- Réglementation des entrées générées et utilisées par les institutions sanitaires (hôpitaux, centres de santé, etc.)	2008-2010		Recrutement de spécialistes en droit et économistes de la santé	Disponibilité d'un projet de loi sur les rentrées des institutions publiques et son dépôt par devant le parlement	Meilleur contrôle des fonds générés par les institutions publiques de santé	MSPP
	1.6.- Renforcement de la capacité du MSPP dans la supervision des actions du Secteur	2008-2010		Document de stratégie pour la gouvernance du secteur	- Disponibilité de provisions juridiques et légales pour le contrôle des	Le MSPP a les moyens pour jouer son rôle de régulateur du secteur	MSPP

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTION POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

					activités intervenant dans le secteur - Disponibilité de moyens matériels, humains et financiers pour réaliser la supervision.		
	<b>1.8-** Dotation de ressources qualifiées pour les postes administratifs et d'économistes dans différentes entités du MSPP</b>	2007-2010	Disponible ?	Recrutement et formation du personnel qui sera affecté à ces postes	Les entités ciblées sont dotées de personnes qualifiées	- Le budget du MSPP est bien élaboré. - Les procédures administratives et financières sont bien appliquées - Le taux d'exécution budgétaire est amélioré	MSPP
	1.9.- Appui à la mise en œuvre du système d'information sanitaire			Recrutement d'un consultant	Le système d'information sanitaire est opérationnel	Disponibilité des informations sur les indicateurs de santé	MSPP
	1.10.- Octroi de prime d'éloignement pour la rétention du personnel			Le projet de budget du MSPP	Une ligne budgétaire est créée et alimentée à cet effet	Le personnel de santé n'est pas démotivé à laisser la zone d'affectation comme cela se fait aujourd'hui.	MSPP

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTION POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

	Elaboration d'un code de santé publique (UCS, hôpitaux, Assurances, etc)			Recrutement d'un consultant	Le projet de loi est mis à jour et prêt à être déposé par devant le parlement	Le MSPP dispose d'un puissant outil pour la mise en œuvre de sa vision de développement du système	MSPP

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTION POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D'ACTION SECTEUR SANTE  
(\*\* Actions prioritaires)**

Objectifs	Actions	Années fiscales	Ressources disponibles	Indicateur d'input	Indicateur d'output	Indicateur de résultat	Agence d'application
2.- Améliorer la préparation budgétaire	<b>2.1.- ** Révision du système de budgétisation du MSPP (budget tenant compte des ressources propres)</b>	2007-2008		Constitution d'un groupe de travail -Termes de De Référence (TDR) du groupe Document diagnostic de l'exécution budgétaire	Manuel de procédure sur l'élaboration de mécanismes de budgétisation ascendante impliquant davantage les cadres administratifs du MSPP, élaboré et disponible.  - Réalisation de séminaires de formation à l'intention des cadres administratifs des directions centrales, départementales et responsables d'hôpitaux sur les procédures de suivi de	Diffusion du manuel pour faciliter le processus d'appropriation du budget et son suivi	MSPP

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D’ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

					l'exécution budgétaire.		
	2.2.- Réduction des délais d'exécution				Mise en application des recommandations faites suite au diagnostic de l'exécution budgétaire du secteur	Dépenses sont exécutées à temps	MEF/MSP/ CNMP/CSCCA
	2.3.- Mise en place d'un système de communication de l'information entre les directions de planification et du budget			Diagnostic de l'existant	Nouveau schémas de circulation de l'information accompagnée de manuel de procédures	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Meilleure contrôle du processus budgétaire</li> <li>- Diffusion sur une base mensuelle d'un tableau récapitulatif par entité des montants dépensés versus montants programmés</li> </ul>	
	2.4.- Extension du SYSDEP au niveau départemental				Le réseau de communication entre les niveaux central et départemental est mis en place et fonctionnel	Le personnel du niveau central et départemental utilise le réseau de communication pour partager les informations financières concernant le suivi de l'exécution de leur budget	

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTION POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D'ACTION SECTEUR SANTE  
(\*\* Actions prioritaires)**

<b>Objectifs</b>	<b>Actions</b>	<b>Années fiscales</b>	<b>Ressources disponibles</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>Indicateur d'output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Agence d'application</b>
3.-Améliorer la transparence de l'information budgétaire	<b>3.1-** Mise en place d'un calendrier de réduction des comptes courants</b>	2007-2008	BID-1632	Le Ministre fera sortir une circulaire approuvant le calendrier des comptes courants	Des comptes courants sont fermés suivant le calendrier	Plus de comptes courants	MSPP
	3.2.- Uniformisation des procédures financières relatives aux fonds propres		BID	Les procédures actuelles en question	Les procédures d'engagement et de décaissement sont bien connues du personnel administratif	Les procédures d'engagement et de décaissement sont suivies par le personnel administratif du secteur	MSPP
	3.3.- Mise en place d'une unité d'audit interne au MSPP			TDR disponibles. - Disponibilité des compétences	Unité installée et fonctionnelle	Nombre d'audits réalisés et recommandations. - Mise en œuvre des recommandations	MSPP
	3.4.- Mise en place des mécanismes pour une saine gestion des fonds			Application des mécanismes de saine		Nombre de personnel administratif et financier	MSPP/MEF et DGT

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
 PLAN D’ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

				gestion des fonds propres par les institutions de santé		appliquant les mécanismes de saine gestion des fonds propres	
--	--	--	--	---	--	---	--

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D' ACTION SECTEUR SANTE  
(\*\* Actions prioritaires)**

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTION POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

<b>Objectifs</b>	<b>Actions</b>	<b>Années fiscales</b>	<b>Ressources disponibles</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>Indicateur d'output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Agence d'application</b>
4.- Intégrer graduellement les dépenses financées sur ressources extérieures dans le budget du secteur	<b>4.1 ** Rencontres avec les intervenants financiers du secteur sur l'intégration des dépenses au niveau du budget</b>	2007-2008		- Nombre de rencontres avec les intervenants financiers réalisées - Nombre d'intervenants financiers ayant participé aux rencontres	Base de données de projets financés avec les projections financières jusqu'à la fin des opérations	- Nombre de partenaires intégrant leurs ressources dans le budget - Le budget 2008-2009 inclut les ressources externes	MSPP/MEF
	4.2.- Rencontre avec les intervenants financiers du secteur sur l'intégration des dépenses au niveau du budget			- Nombre de rencontres avec les intervenants financiers réalisés - Nombre d'intervenants financiers ayant participé aux rencontres	Nombre de partenaires intégrant leurs ressources dans le budget	- Les intervenant du système acceptent de donner des informations sur les ressources dont ils disposent ainsi que leur plan de passation de marchés pour l'exercice fiscal ciblé - Les ONG et autres intervenants acceptent de cadrer leur budget sur l'exercice fiscal de l'Etat haïtien	MSPP/MEF /MPCE

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTION POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

	4.3.- Réalisation d'enquêtes ponctuelles de terrain sur les sources de financement par dépenses au niveau des institutions de santé, des programmes et projets exécutés à l'intérieur du secteur			Nombre d'institutions visitées en vue d'identifier leurs sources de financement	Sources de financement bien identifiées	Le MSPP dispose d'informations pertinentes pour mieux canaliser les efforts de financement du secteur	MSPP/MEF /MPCE
	4.4.- Intégration des sources de financement dans le budget			Résultat des enquêtes ponctuelles	Le budget du MSPP est élaboré en intégrant les différentes sources de financement	Le financement est mieux coordonné, l'utilisation des ressources est efficiente	MSPP
	Adoption de la charte de partenariat fixant les relations du MSPP avec l'ensemble des acteurs engagés dans la fourniture de soins			La charte de partenariat existant	Adoption et mise en application de la charte de partenariat par l'ensemble des acteurs du secteur	Le financement est mieux coordonné, l'utilisation des ressources est efficiente	MSPP

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D' ACTION SECTEUR SANTE  
(\* Actions prioritaires)**

<b>Objectifs</b>	<b>Actions</b>	<b>Années fiscales</b>	<b>Ressources disponibles</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>Indicateur d'output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Agence d'application</b>
5.- Renforcement du système de passation de marchés	5.1.**- <b>Engagement d'une firme pour faire le diagnostic de la nouvelle unité du MSPP pour la passation de marchés</b>	2007-2008		Terme de référence de la firme qui fera le diagnostic et recommandations pour renforcer la capacité de passation de marchés	La réforme de passation de marchés est implémentée (nouvelle organisation, nouveaux outils et formation des cadres)	Estimation du temps et du coût d'une passation de marchés	MSPP

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**PLAN D' ACTION SECTEUR SANTE  
(\* Actions prioritaires)**

<b>Objectifs</b>	<b>Actions</b>	<b>Années fiscales</b>	<b>Ressources disponibles</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>Indicateur d'output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Agence d'application</b>
6.- Consolider la gestion des ressources humaines et renforcer la capacité des procédés de budget et de la gestion des dépenses	6.1.- <b>Engagement des nouveaux cadres suivant le plan des ressources humaines et principes du Ministère</b>	2007-2008	BID	Développement d'une stratégie de ressources humaines indiquant la formation et le recrutement	Les nouveaux cadres engagés et qui travaillent	Les nouveaux cadres améliorent l'efficacité des programmes et projets du Ministère	MSPP/ORH

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DNSCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTION POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**SECTEUR JUSTICE- PLAN D'ACTION PRIORITAIRE**

<b>OBJECTIFS</b>	<b>ACTIONS</b>	<b>ANNEES FISCALES</b>	<b>RESSOURCES DISPONIBLES</b>	<b>INDICATEUR D'IMPOT</b>	<b>INDICATEUR D'OUTPUT</b>	<b>INDICATEUR DE RESULTAT</b>	<b>AGENCE D'APPLICATION</b>
I Renforcer les liens entre les allocations, ressources et priorités du Gouvernement définies dans le DNSCRP et la stratégie Sectorielle	1) Validation par les instances concernées du cadre stratégique du Secteur Justice	2007-2008		Acteurs et partenaires de la Coopération Internationale et le Gouvernement	Document de cadre stratégique validé. Le Document met en évidence la responsabilité du Ministère en matière de sécurité publique.	Les éléments du Document de cadre stratégique sont considérés dans celui du DNSCRP	MJSP MEF MPCE
	2) Préparation d'un plan d'harmonisation des budgets des différentes composantes du secteur	2007-2008 et suivants	à identifier	Les documents de budget de programme des différentes composantes du secteur	Plan d'harmonisation disponible	Budget consolidé	MJSP
	3) préparation du Programme d'Investissement Publics et des charges récurrentes du Secteur Justice sur trois (3) ans	2007-2008 et suivants		Le cadre stratégique	Plan d'Investissement du Secteur Justice déposé au MPCE et au MEF Document traitant des charges récurrentes élaboré et diffusé à temps	Le budget d'Investissement validé par le MEF et le MPCE et approuvé par le Parlement	MJSP
	4) Renforcement de l'UEP et de la DAAB du ministère	2007-2008	Trésor public	Diagnostic des ressources humaines matérielles et des procédures existantes pour réalisation des activités de gestion des Investissements	Disponibilité des ressources humaines. Acquisition de matériel et équipement.	Préparation du budget MJSP dans les délais requis Rapports réguliers sur l'exécution des budgets	MJSP UEP / DAAB

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

	Analyse comparative de la loi sur le Conseil supérieur du Pouvoir Judiciaire et la loi organique du MJSP	2007-2008		Les deux lois	L'analyse comparative est disponible.	Cette analyse permet de réévaluer les compétences du Ministère.	
	Refonte de la loi organique du Ministère en tenant compte de ce qui découle de l'analyse comparative.			L'actuelle loi organique du Ministère	Loi organique réorganisant le Ministère et définissant les attributions de ses différents départements et directions promulguée. Réévaluation des compétences du MJSP. Organigramme du MJSP finalisé	Budgets reflétant nouvelle organisation du MJSP.	

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**SECTEUR JUSTICE- PLAN D' ACTION PRIORITAIRE**

<b>OBJECTIFS</b>	<b>ACTIONS</b>	<b>ANNEES FISCALES</b>	<b>RESSOURCES DISPONIBLES</b>	<b>INDICATEUR D'INPUT</b>	<b>INDICATEUR D'OUTPUT</b>	<b>INDICATEUR DE RESULTAT</b>	<b>AGENCE D'APPLICATION</b>
<b>2.- AMELIORER L'EXECUTION BUDGETAIRE</b>	Actualisation et diffusion du cadre légal et des procédures de gestion du budget d'investissement	2007-2008		Cadre légal et les procédures existantes	Vulgarisation du cadre légal et des procédures ainsi que les nouveaux mécanismes.	Application du cadre	MEF, MJSP ET MPCE
	Renforcer la capacité de la Commission Ministérielle du MJSP en matière de passation de marché.	2007-2008		Recrutement de personnel spécialisé. Atelier de formation sur le tas.	Le personnel est recruté. Atelier de formation	Meilleur résultat dans le montage des dossiers de passation de marché public. Augmentation du nombre de marché passé.	CNMP / MJSP
	Préparer le plan annuel de passation de marchés	2007-2010	Trésor Public	Les documents de projets disponibles. Travaux commission ministérielle de passation des marchés	Plan de passation de marché élaboré avant début exercice et publié sur le site web de la CNMP	Acquisition de travaux de biens et services visés plus rapide et plus efficiente, en fonction du calendrier établi.	CNMP / MJSP

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**SECTEUR JUSTICE- PLAN D' ACTION PRIORITAIRE**

<b>OBJECTIFS</b>	<b>ACTIONS</b>	<b>ANNEES FISCALES</b>	<b>RESSOURCES DISPONIBLES</b>	<b>INDICATEUR D'INPUT</b>	<b>INDICATEUR D'OUTPUT</b>	<b>INDICATEUR DE RESULTAT</b>	<b>AGENCE D'APPLICATION</b>
<b>3.- AMELIORER LA TRANSPARENCE DE L'INFORMATION BUDGETAIRE</b>	3) Mise en place des procédures et outils de suivi comptable harmonisé des projets d'investissement	2007-2008	A Identifier	Recrutement d'un personnel adéquat	Logiciel comptable et manuel de procédures de gestion des projets disponibles	Présentation des rapports d'exécution du budget par projets	MPCE / MJSP

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D’ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**SECTEUR JUSTICE- PLAN D’ACTION PRIORITAIRE**

<b>OBJECTIFS</b>	<b>ACTIONS</b>	<b>ANNEES FISCALES</b>	<b>RESSOURCES DISPONIBLES</b>	<b>INDICATEUR D’INPUT</b>	<b>INDICATEUR D’OUTPUT</b>	<b>INDICATEUR DE RESULTAT</b>	<b>AGENCE D’APPLICATION</b>
<b>4.- INTEGRER GRADUELLEMENT LES DEPENSES FINANCEES SUR RESSOURCES EXTERIEURS DANS LE BUDGET DU SECTEUR</b>	1) Associer les principaux bailleurs de fonds à la préparation budgétaire	2008-2009	A identifier	Rencontres techniques de concertation organisée au processus d’élaboration du budget		Dépense d’investissement externe budgétisé	MPCE/MJSP
	2) Etablir cadre harmonisé suivi des investissements de le coopération externe	2007-2008	A identifier	Expertise nationale mobilisée et concertation élargie réalisée avec ministères techniques et bailleurs de fonds	Base de données et manuel de procédure prépare et négocié avec tous les bailleurs	Dépenses d’investissement externes correctement suivies	MPCE/MJSP

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**SECTEUR JUSTICE- PLAN D' ACTION PRIORITAIRE**

<b>OBJECTIFS</b>	<b>ACTIONS</b>	<b>ANNEES FISCALES</b>	<b>RESSOURCES DISPONIBLES</b>	<b>INDICATEUR D'INPUT</b>	<b>INDICATEUR D'OUTPUT</b>	<b>INDICATEUR DE RESULTAT</b>	<b>AGENCE D'APPLICATION</b>
<b>5.- EVALUER L'IMPACT DES DEPENSES BUDGETAIRES ET FAIRE LE SUIVI DES RESULTATS BUDGETAIRES</b>	Etablir impact d'investissement en fonction des grands axes prioritaires du DSNCRP.	2008-2009					

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**Plan d'action Prioritaire pour la Sécurité Publique (PNH)**

<b>objectif</b>	<b>Actions</b>	<b>Années Fiscales</b>	<b>Ressources disponibles</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>Indicateur d'output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Agence d'application</b>
1. Renforcer les liens entre les allocations des ressources et les priorités du Gouvernement définies dans le DNSCRP et la stratégie sectorielle	Préparation d'une stratégie sectorielle en matière de sécurité publique. <b>P2</b>	2 <sup>ème</sup> de l'exercice 2007-2008	Minustah Trésor Public	Expertise nationale et internationale.	Rapport d'expertise	Mise en application de la stratégie	PNH
	Conception et stratégie d'opérationnalisation d'un plan de gestion de carrières à la PNH. <b>P4</b>	<b>2007 -2010</b>	Minustah Trésor Public	Etude disponible	Disponibilité du plan de gestion et de d'opérationnalisation	Disponibilité de grilles indiciaires. Motivation des policiers.	
	Assurer la formation du personnel de la PNH en Finance Publique. <b>P3</b>	2 <sup>ème</sup> trimestre de l'exercice 2007-2008	Minustah Trésor Public	Expertise nationale et Internationale	Rapport d'activités du personnel formé		PNH-MJSP
	Finalisation du payroll des arriérés de salaire. <b>P1</b>	2007-2009		Les données du payroll actuel	100% du personnel est inclus dans le payroll.	Le budget du MJSP a prévu les ressources nécessaires pour payer les dettes et les salaires.	PNH-MJSP

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**Plan d'action Prioritaire pour la Sécurité Publique (PNH)**

<b>objectif</b>	<b>Actions</b>	<b>Années Fiscales</b>	<b>Ressources disponibles</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>Indicateur d'output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Agence d'application</b>
2. Améliorer l'exécution budgétaire	Elaboration d'un manuel de procédures budgétaires.  <b>P1</b>	2007-2008		Diagnostic de l'actuel système.	Cadre organisationnel et les missions du Service Budget clairement définis. Procédures de préparation, d'exécution et de contrôle des budgets de fonctionnement et d'investissement disponibles.	Meilleure exécution du budget.	PNH/MJSP
	Conception et mise en application d'un manuel de procédures internes des achats en respectant la réglementation en vigueur à la CNMP.  <b>P2</b>	2007-2008		Recrutement d'un spécialiste	Manuel de procédures disponibles	Diminution du taux des dépenses contestées par les instances de contrôle. Diminution du nombre de dossiers retournés par la CNMP Augmentation du taux d'absorption des crédits du secteur. Diminution des délais du temps de traitement des dossiers. La conformité des achats à la	PNH/MJSP/CMPP

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

						réglementation en vigueur.	
	Renforcement de la commission spécialisée de la PNH en passation de marché.	2007-2009		Recrutement du personnel qualifié. Formation sur le tas.	Le personnel est recruté. Atelier de formation	Meilleur résultat dans le montage des dossiers de passation de marché public. Augmentation du nombre de marché passé.	PNH-MJSP-CNMP
	Instaurer la tenue obligatoire des inventaires physiques et des avoirs, semestriel et annuel.	2008-2009		Acquisition de logiciels pour réaliser et actualiser les inventaires.	Les inventaires sont faits de façon semestrielle et annuelle.	La PNH dispose de manière continue d'informations à jour sur ces biens meubles et immeubles.	PNH/MJSP/CSC/CA

**Plan d'action Prioritaire pour la Sécurité Publique (PNH)**

<b>objectif</b>	<b>Actions</b>	<b>Années Fiscales</b>	<b>Ressources disponibles</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>Indicateur d'output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Agence d'application</b>
3. Améliorer la transparence de l'Information budgétaire.	Avoir un plan annuel de passation de Marché  <b>P1</b>	<b>2008-2010</b>		Disponibilité d'un spécialiste en passation de marché au sein de la PNH.	Plan de passation élaboré tous les ans au plus tard début septembre et publié sur le site de la CNMP.	La PNH peut désormais mieux suivre son exécution budgétaire.	PNH/CNMP/MJSP
	Traitement des données, suivi et évaluation budgétaire	2008-2010	Trésor public	Spécialiste en suivi et évaluation budgétaire disponible.	Une meilleure utilisation du budget	Niveau d'exécution du budget augmenté	PNH
	Présentation et	2 <sup>ème</sup> trimestre	Trésor public	La FIOP	L'état	La PNH améliore	PNH/MJSP/MPCE

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

	évaluation périodique de l'état d'avancement des projets réalisés à partir du budget d'Investissement et création d'une commission mixte pour le suivi, l'inspection et l'évaluation des projets exécutés sur le budget d'investissement. <b>P2</b>	2007-2008		Affectation du personnel de la PNH à cette commission.	d'avancement des projets est réalisé sur une base semestrielle. La commission est fonctionnelle.	significativement le renflouement de son compte de projet d'investissement. Possibilité d'avoir de meilleure performance dans l'exécution des Projets financés sur Investissement Public.	
	Création d'une commission pluridisciplinaire chargée de la réception, de l'inspection et de l'évaluation de tous les achats de biens et services	2 <sup>ème</sup> trimestre 2007-2008	Trésor Public	Affectation de personnel de la PNH à cette commission.	La commission fonctionne.	La PNH s'assure d'instaurer une rigueur dans l'acquisition des biens et services.	PNH/MJSP
	Production systématique des états financiers de la PNH	2008-2010		Prise de décision formelle sur la production des états financiers de la PNH. Acquisition d'un logiciel de gestion qui permettra la production des états financiers.	La Production des états financiers est obligatoire.	Meilleure interaction entre les différentes fonctions opérationnelles de la PNH (comptabilité, budget, payroll, passation de marché, personnel et logistique).	PNH/MJSP/MEF

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

**Plan d'action Prioritaire pour la Sécurité Publique (PNH)**

<b>objectif</b>	<b>Actions</b>	<b>Années Fiscales</b>	<b>Ressources disponibles</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>Indicateur d'output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Agence d'application</b>
4. Intégrer graduellement les dépenses financées sur ressources extérieures dans le budget de l'État	Gestion conjointe des personnes et projets réalisés à partir de l'aide externe	2008-2009		Elaboration d'un protocole d'accord entre la PNH et ses différents partenaires externes. Elaboration de manuels de procédures permettant cette gestion conjointe. Provisions juridiques et légales pour cette dite gestion.	Protocole d'accord signé. Manuel de procédures disponibles. Provisions juridiques et légales disponibles.	L'Etat via la PNH a un contrôle réel de sur les dépenses effectives à partir de l'aide Externe dans le secteur.	PNH/MJSP
	Orienter les dépenses financées par les ressources Externes dans les sens des objectifs du gouvernement.  <b>P1</b>	2008-2009		DSNCRP, le Document de Stratégie de la PNH.	Les Dépenses sont déterminées en fonction des priorités définies par la PNH.	Les fonds reçus de la communauté internationale est utilisée pour accélérer la réforme de la PNH et relancer celle de la justice.	PNH/MJSP
	Procéder à la formulation et l'implémentation d'un plan cadre en vue de l'administration, du suivi et de l'évaluation des	2 <sup>ème</sup> trimestre 2007-2008	Trésor Public	Mise en place de l'équipe pour l'élaboration de ce plan.	Le plan cadre est disponible.	Meilleure régulation dans le financement du secteur.	PNH/MJSP

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D' ACTIONS POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

projets financés par les différents bailleurs.							
--	--	--	--	--	--	--	--

**Plan d'action Prioritaire pour la Sécurité Publique (PNH)**

<b>objectifs</b>	<b>Actions</b>	<b>Années Fiscales</b>	<b>Ressources disponibles</b>	<b>Indicateur d'input</b>	<b>Indicateur d'output</b>	<b>Indicateur de résultat</b>	<b>Agence d'application</b>
5.- Evaluer l'impact des dépenses budgétaires et faire le suivi des résultats budgétaires	Mise en place d'un plan d'évaluation des performances en vue de s'assurer que les dépenses budgétaires sont destinées à enrayer l'insécurité dans tous ses aspects. Ainsi que des outils pour un contrôle efficace sur les réalisations des objectifs à partir de l'exécution du budget	2 <sup>ème</sup> trimestre 2007-2008		Recrutement de spécialiste Renforcement de l'IGPNH	Le plan est disponible L'IGPNH est renforcé et peut assurer l'opérationnalisation des outils.	Evaluation de l'impact de la contribution de la Justice et de la Sécurité Publique dans la lutte contre la pauvreté. Une police professionnelle efficace et efficiente.	PNH/MJSP

**DOCUMENT DE STRATEGIE NATIONALE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSNCRP/HAÏTI)  
PLAN D'ACTION POUR LA REFORME DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**